

N° 671-672 (NUMÉRO DOUBLE)
DU 24 AU 30 NOVEMBRE 2012

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • Olivier Faure
• CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •
Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF
Stéphanie Platat • RÉDACTRICE EN CHEF
ADJOINTE Charlotte Collonge (76 58) •
PHOTO • Mathieu Delmestre • Philippe
Grangeaud • MAQUETTE Florent Chagnon
(79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 180 000 exemplaires

« Une équipe renouvelée, solidaire, diverse à la tête du parti »



Discours d'Harlem Désir, Premier secrétaire



Harlem Désir

« Chers amis, chers camarades, je veux d'abord vous dire que c'est une grande joie de vous retrouver dans cette salle de la Mutualité, qui est à la fois la maison de la gauche française, mais aussi un beau symbole de rénovation réussie. Je veux également adresser un merci tout particulier à nos camarades de la fédération de Paris, à Rémi Féraud, à Anne Hidalgo, à travers eux, à Bertrand Delanoë, parce qu'il incarne plus que tout autre cette rénovation politique. Il a montré, avec son équipe, que ce

combat pour plus de démocratie, c'est celui qui permet de battre la droite et de faire progresser toute la République.

Je suis heureux de vous retrouver après notre congrès de Toulouse, où nous avons montré toute la force de notre unité au service des Français. Jean-Marc Ayrault et Martine Aubry y ont pris une part essentielle, et je vous demande de les saluer de nouveau et de les remercier pour le rôle qu'ils ont joué dans la réussite de notre congrès.

Chers camarades, ensemble, nous avons réussi notre congrès, en évitant les divisions stériles et en menant des débats utiles que nous de poursuivre, et je veux remercier tous les orateurs de ce débat. Ensemble, nous ouvrons aujourd'hui une nouvelle page de notre histoire collective, et c'est avec un grand plaisir que je m'exprime pour la première fois devant ce nouveau Conseil national de notre parti.

Dans quelques instants, nous élirons le nouveau Bureau national et le nouveau Secrétariat national, mais je veux d'abord féliciter nos Premiers secrétaires fédéraux et nos secrétaires de sections, qui viennent eux-mêmes d'être élus jeudi et vendredi, partout en France. Ce sont eux qui font vivre le Parti socialiste dans chaque commune, dans chaque quartier, auprès des Français, et je vous demande de les saluer avec moi.

Chers camarades, il est absolument essentiel, dans cette période difficile pour notre pays, que notre parti soit le parti des citoyens. Un parti qui les écoute, qui entend les inquiétudes, les doutes, qui répond, qui rend compte de l'action qui est menée, qui redonne le sens et la cohérence de cette action, mais aussi un parti qui prépare chaque étape du redressement de notre pays en dialoguant et en associant les Français.

L'appel lancé par le président de la République, c'est celui du courage, de la vérité et du rassemblement de toutes les nations, de toute la nation, de tous les acteurs économiques et sociaux, de toutes les générations, de toutes les catégories sociales. C'est maintenant notre rôle de rencontrer partout les Français pour débattre, pour les mobiliser, pour les rassembler, parce que c'est ensemble que nous allons sortir le pays de la crise.

Chers camarades, l'honneur du socialisme réformiste, c'est non seulement de vouloir transformer la société pour plus de justice sociale, mais c'est aussi de dire la vérité aux citoyens sur la situation du pays.

Il y a quelques jours, avec plusieurs d'entre vous, j'étais au Luxembourg parce que j'ai voulu rendre hommage à Pierre Mendès France à l'occasion du trentième anniversaire de sa disparition. Je crois que ce message doit nous inspirer : ne jamais

renoncer à la réforme, et toujours avoir confiance en la sagesse de notre peuple. C'est ce que les Français ont vu mardi : un président de la République qui a le courage d'assumer les réformes parce qu'il refuse catégoriquement le décrochage et le déclin de la France.

Non, notre destin n'est pas le déclin, comme l'a dit François Hollande. Depuis un siècle, dans ce pays, les combats des socialistes contre l'inégalité et l'injustice se sont toujours accompagnés, avec Jaurès, avec Blum, avec Mitterrand, du refus du déclin et de l'abaissement de la France.

Mardi, les Français ont vu un président qui affirme une volonté et qui dit la vérité sur la crise. La vérité, c'est d'abord qu'il a fallu panser les plaies de dix années de droite qui ont laissé le pays dans un état inacceptable. L'endettement, le recul industriel, l'injustice fiscale, la casse de l'école, de l'État, la recherche permanente de diviser les Français, de les opposer entre eux.

Mais pour nous la gauche, ce n'est pas une raison de baisser les bras mais au contraire de nous retrousser les manches. Notre devoir, c'est d'aider de toute notre force, de toutes nos forces, la France à se relever et d'engager avec le président de la République et avec tous les Français la reconquête de notre avenir. Oui, nous sommes au pouvoir parce que les Français ont voulu qu'on réponde à la crise, pas qu'on la nie.

Mais le 6 mai, ils ont choisi notre réponse, et rejeté celle imposée par la droite partout où elle gouverne en Europe, faite de toujours plus de précarité, d'inégalité, de démolition du modèle social et des services publics. Ils nous ont confié le devoir de sortir le pays de la crise, à nous la gauche, nous prenons toutes nos responsabilités.

Clemenceau disait : *"Il faut savoir ce que l'on veut, quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Et quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire."* François Hollande a fixé une direction claire pour notre pays : la réorientation de l'Europe, le désendettement, l'emploi, la croissance, la compétitivité et la justice sociale. Parce que nous n'opposons pas la justice sociale à ces objectifs. Il a eu le courage de dire aux Français : *"Oui c'est difficile, il faut juguler la terrible dette que la droite nous a laissée, parce que c'est l'intérêt du pays, parce que c'est une question d'indépendance économique pour notre pays."* Et il faut avoir le courage de redonner de la compétitivité à nos entreprises, à notre économie. C'est aussi cela cette refonte de la TVA qui inclut, rappelons-le une baisse du taux sur les produits de première nécessité.

Mais il faut toujours la justice sociale. La droite ne réalisait ni l'efficacité, ni la justice sociale. Et le seul courage de cette droite était de prendre aux Français pour donner toujours plus aux plus riches. Sarkozy menait une politique clientéliste au service d'une caste qui se comporte comme une oligarchie. Il le faisait à coups de milliards de cadeaux fiscaux, alors que toute notre politique est orientée vers les Français, vers l'emploi, vers les classes moyennes et populaires. 90 % des efforts du budget 2013 portent sur les 10 % de ménages les plus riches et sur la taxation du capital, qui, pour la première fois, est au même niveau que le travail.

Évidemment, cela ne plaît pas à tout le monde dans le pays, comme Guillaume l'a rappelé. Moi, je comprends l'impatience des Français, car cette crise est violente, mais je ne supporte plus cette arrogance d'un microcosme qui croit faire et défaire les rois au gré de ses humeurs et surtout au gré de ses intérêts. Il y en a

assez des conservatismes, il y en a assez des leçons. La démocratie a parlé. Maintenant, il faut arrêter la petite musique pas très nouvelle de la gauche illégitime à diriger le pays. Depuis le 6 mai, le chef de l'État que les Français ont choisi pour sortir le pays de la crise, c'est François Hollande. Il ne s'agit pas, lui, il agit. Il est serein et déterminé. Il fait des réformes difficiles en disant la vérité aux Français, et c'est pour cela qu'ils peuvent lui faire confiance.

Sa boussole, c'est la justice dans les efforts, et cela fait une grande différence avec son prédécesseur. Et nos engagements pour préparer l'avenir et pour la justice sociale, ils sont tenus, et nous en sommes fiers.

Les six premiers mois de François Hollande et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault ont été plus utiles à la France que les six premiers mois de Nicolas Sarkozy, et même que ses cinq ans à l'Élysée.

Oui, nous le disons, nous préférons donner plus d'allocations de rentrée scolaire aux familles, que des chèques de 30 millions d'euros à Madame Bettencourt. Oui, nous préférons voir un jeune rejoindre un des 150 000 emplois d'avenir plutôt que de se faire traiter de racaille à passer au Kärcher. Oui, la gauche est aux côtés des parents, des enseignants, qui vont voir créés de nouveaux postes dans l'Éducation nationale, parce qu'on mesure le degré de civilisation d'une société à l'éducation qu'elle offre à ses enfants. Oui, nous préférons donner une hausse du Smic aux travailleurs et la retraite à 60 ans aux carrières longues parce que nous ne pensons pas qu'il faut baisser les salaires en France, même s'il faut aider les entreprises à l'heure où on augmente les salaires en Chine. Oui, nous préférons un président qui obtient la taxe sur les transactions financières dans 30 pays d'Europe et un pacte pour la croissance, plutôt que de s'aligner sur les conservateurs qui cherchent à imposer l'austérité partout.

Cette austérité sans fin étouffe l'économie, elle ne produit rien de bon en Europe, elle dresse dangereusement les peuples contre l'Europe et contre la démocratie. Les libéraux, avec leur cure d'austérité, sont comme les médecins de Molière, dont les remèdes vous tuent pour mieux vous soigner. Ce n'est pas en étranglant les économies européennes que l'on retrouvera le chemin de la croissance.

Nous voulons des entreprises plus fortes qui investissent plus pour créer plus d'emplois, mais il ne faut pas asphyxier la demande et la confiance des ménages, car cela aussi joue contre l'emploi en Europe. Tous les leviers doivent être utilisés au service d'un objectif premier qui est notre priorité : c'est l'emploi, et pour cela, il faut la croissance, et il faut toujours le marteler.

Et quitte à imiter l'Allemagne, inspirons-nous de ce qui fonctionne, par exemple une gouvernance des entreprises où les salariés et leurs syndicats peuvent faire entendre cette priorité à l'emploi au sein des conseils d'administration. Le gouvernement l'a proposé, nous ferons des propositions nous aussi pour que cela se transforme en réalité.

J'entends que la droite française nous appelle à nous aligner sur tous les dogmes austéritaires de la droite allemande. C'est absurde. Les Allemands eux-mêmes savent bien qu'ils ne peuvent pas imposer aux pays de l'Union européenne une austérité qui finit par pénaliser leur propre économie et leurs exportations. Et les socialistes allemands, dont le président Sigmar Gabriel était présent à notre congrès il y a 15 jours, ne pensent pas comme Madame Merkel. Car l'esprit européen, justement, c'est la solidarité.

Je suis fier, comme vous, que la France ait pris sa part il y a 20 ans dans le formidable défi de la réussite de la réunification allemande, parce que c'était l'intérêt du continent européen. Ce lien, cette solidarité entre nos pays pour réussir à affronter ensemble l'avenir, il doit être plus fort que jamais, et c'est cela

notre approche, à nous, d'une Europe de l'intégration solidaire. On ne peut apporter de réponses à la crise à l'échelle d'un seul pays à courte vue, dans les limites étroites des territoires nationaux. Cela n'a pas de sens dans un monde où s'affirment de nouveaux géants économiques. Il faut plus de solidarité européenne pour réguler les marchés, avec l'union bancaire, et aussi avec l'intervention plus forte de la Banque centrale européenne contre la spéculation sur les dettes souveraines. Plus d'ambition commune pour investir dans le grand projet industriel commun, pour une Europe de l'énergie, pour lutter contre le dumping social et pour lancer des projets communs pour l'emploi des jeunes.

Voilà comment François Hollande veut réorienter l'Europe, voilà ce pourquoi nous allons nous battre, avec nos camarades socialistes et sociaux-démocrates dans toute l'Europe, parce que c'est l'intérêt de chacun de nos pays en même temps que des peuples d'Europe.

Je ne supporte plus, mes chers camarades, les critiques de la droite à l'égard de la France. Rien ni personne en France n'a désormais de grâce aux yeux de la droite.

Non, nos travailleurs ne sont pas improductifs. Non, nos jeunes ne sont pas des délinquants. Non, nos syndicats ne sont pas des obstacles à la réforme. Non, nos inventeurs et nos créateurs ne sont pas moins utiles à l'économie que la finance. Non, nos fonctionnaires, nos policiers, nos infirmières, nos enseignants ne sont pas des privilégiés. Au contraire, ce sont eux qui font de la France la nation dont nous sommes fiers. Et surtout, on connaît la méthode : la droite passe son temps à critiquer la France et à la rabaisser parce qu'elle veut lui imposer un électrochoc libéral. J'en ai assez de cette droite qui nous donne des leçons de patriotisme mais qui passe son temps à critiquer la France, sa diversité, ses talents, et surtout son modèle social.

Monsieur Copé ose appeler à un esprit de résistance, c'est le comble ! Au XIX^e siècle, Victor Hugo s'exilait pour résister au Second empire. Au XX^e siècle, Charles de Gaulle s'exilait pour résister à l'occupant. Au XXI^e siècle, les amis de Monsieur Copé, eux, s'exilent pour résister aux inspecteurs du fisc. Quel courage ! Ce n'est pas notre idée de la France. Nous, nous voulons que la France résiste à la crise et au déclin. Nous croyons à ses atouts, à ses forces, à sa capacité à gagner dans le monde de demain. Nous aimons la France et nous l'aidons, et la droite ferait mieux de contribuer à son redressement plutôt que de critiquer le gouvernement du pays, issu du choix des Français, d'une façon pavlovienne.

Il n'y a plus d'opposition sérieuse en France. Il y a une opposition balkanisée, radicalisée, qui a implosé avec la défaite de Sarkozy, et qui affiche une médiocrité irresponsable face à la gravité de la crise.

Leur congrès ressemble à une version au rabais de nos Primaires. Comme toute contrefaçon, ce n'est ni très bon, ni très fiable. Un débat inintéressant pour les Français, des soupçons sur la sincérité du scrutin, une dérive idéologique inquiétante, un parti qui est écrasé sous le poids des ego.

François Fillon se revendique, paraît-il, de Georges Pompidou. Pompidou avait une expression qui convient tout à fait à ce que nous voyons à leur congrès. Oui, leur congrès, c'est le congrès des boules puantes, des haines recuites entre des gens qui se détestent entre eux, qui se détestent peut-être même plus encore qu'ils ne détestent François Hollande, et qui n'ont à offrir à la France que leur esprit de revanche.

Malgré tout, je préfère lorsque l'UMP plagie nos Primaires que lorsqu'elle imite les idées du Front national. Car personne n'a besoin d'attendre demain soir pour savoir que le grand vainqueur de ce congrès UMP, c'est malheureusement Marine Le Pen. La

ligne de l'UMP, elle n'est fixée ni par Monsieur Copé, ni par Monsieur Fillon, elle est fixée par Monsieur Buisson dans les colonnes du Figaro. Quelle honte d'entendre Monsieur Fillon dire dans le débat sur France 2 qu'il suivrait volontiers les propositions intelligentes de Madame Le Pen. Quelle honte d'imaginer Monsieur Copé derrière la même banderole que Madame Le Pen dans la rue pour manifester contre les droits des étrangers ou des homosexuels.

Elle devrait avoir honte, cette formation politique où pas une voix ne s'est élevée pour condamner les abominations homophobes de Monsieur Dassault. Ce parti qui compte encore dans ses rangs Madame Barèges, qui compare le mariage entre personnes du même sexe à une union entre animaux. Madame Barèges qui affirme aussi partager des valeurs communes avec le Front national.

Nous, le mariage qui nous dérange, celui qui menace la société française d'aujourd'hui, celui qui attaque les valeurs traditionnelles de la France, celui qui est profondément immoral, nous pensons que c'est le mariage annoncé de la droite avec l'extrême droite, et c'est celui-là que nous allons combattre. Chers camarades, c'est pour cela que nous allons devoir porter haut nos valeurs, pour faire vaciller les vieilles bastilles idéologiques de la droite, de l'extrême droite et du conservatisme. Dialoguer, expliquer, convaincre, voilà la feuille de route que je souhaite fixer à notre parti pour les prochains mois. Sur le mariage et l'adoption pour tous, nous allons faire reculer la peur par la pédagogie. La droite nous accuse de détruire la famille, mais c'est bien le contraire que nous faisons : demander aux Français de penser à ces enfants complètement démunis quand leurs parents disparaissent, à ces conjoints privés de tout droit. C'est cela le mariage et l'adoption. C'est une loi d'égalité dans la République et une loi de protection des couples et des enfants. Chacun peut comparer la banalité de ces situations et la folie extravagante de personnalités de la droite qui osent parler de zoophilie ou d'inceste.

Je veux aussi que nous menions une bataille de convictions sur le droit de vote des étrangers aux élections locales. C'est une bataille pour la fraternité, pour l'intégration, parce que nous croyons dans la force de la citoyenneté pour faire partager les valeurs communes de la République.

Le président de la République veut tenir cet engagement, à nous de mener campagne pour y parvenir. Je vous annonce que j'écrirai en votre nom à chaque parlementaire des partis républicains représentés dans les deux chambres pour faire appel à la conscience de chacun, et nous ferons campagne pour obtenir chaque vote qui manque à cette grande réforme nécessaire et juste.

Sur toutes les réformes, sur l'Europe, sur l'emploi des jeunes, sur la compétitivité, sur la justice sociale, les socialistes iront à la rencontre des citoyens partout en France pour porter le message du président de la République. Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a réalisé de très nombreuses réformes depuis six mois, et cela va se poursuivre avec la bataille pour l'emploi, la réforme bancaire, la révision de la Constitution, pour moderniser la vie politique à la suite des propositions de Lionel Jospin. Nous devons être capables de mettre ce travail en valeur et de le mettre en perspective, de montrer sa cohérence et son efficacité aux Français. Lorsque nous faisons, il nous faut faire savoir. L'ancien président, lui, faisait savoir même quand il ne faisait pas grand-chose.

Alors je vous annonce que nous allons lancer dès la semaine prochaine une grande campagne autour de laquelle je vous demande de vous mobiliser massivement pour soutenir les réformes engagées par le gouvernement. Nous irons ensemble sur

les marchés, aux sorties de métro, dans les entreprises, pour faire campagne pour le changement.

De même, nous nous joindrons à nos députés, partout en France, pour des rencontres qu'ils ont prévues de tenir sur le terrain. Il est absolument essentiel de créer partout des espaces de dialogue avec les citoyens. Le dialogue doit non seulement faire réussir nos réformes d'aujourd'hui, mais il doit aussi faire jaillir les idées nouvelles et les réformes de demain. Dans le premier semestre de 2013, nous tiendrons plus de 500 ateliers du changement ; nous lancerons le PS numérique ; et notre association Féminisme et socialisme, avec Adeline Hazan, merci pour elle, pour le travail qu'elle va engager.

Nous apporterons notre contribution au débat national sur l'énergie, mais surtout, nous organiserons, sur ce sujet et sur d'autres, des forums, de grandes conventions participatives ouvertes aux citoyens, aux acteurs de la société civile, à nos partenaires internationaux et européens. Nous le tiendrons au-delà même du seul débat sur l'énergie, sur la transition énergétique.

Je vous propose également que nous le tenions, comme nous l'avons dit au congrès, sur la réorientation de l'Europe et la nouvelle étape de l'intégration solidaire et démocratique de l'Union européenne, mais aussi sur la question du travail, de la démocratie sociale et du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Pour mener à bien ces nombreux chantiers, nous avons besoin de la plus forte cohésion. Pour moi, il n'y a pas dans le parti de chapelles ni de sous chapelles. Je veux une dynamique collective où seuls comptent l'engagement et le dévouement au collectif. Ma porte est ouverte à tous ceux qui veulent travailler, et je me rendrai rapidement dans les fédérations pour animer les débats du parti. Je vous demande de m'y aider. Tous sont représentés dans le bureau national du parti, et je sais que dans les mois qui viennent, même si nous n'avons pas pu aller au bout de ce que nous souhaitons aujourd'hui, tous prendront leur part dans l'animation, dans l'exécution de nos décisions collectives et dans la direction de ce parti.

Rassemblement des socialistes, rassemblement de la gauche aussi. Je compte raffermir nos liens avec les partis socialistes d'Europe et avec le parti socialiste européen, pour appuyer la réorientation qui a été voulue par François Hollande.

Je rencontrerai donc mes homologues européens très prochainement, en compagnie évidemment de Jean-Christophe puisqu'il est notre secrétaire international et le vice-président du Parti socialiste européen. Je rencontrerai également les dirigeants des syndicats, ici, en France, et évidemment nos partenaires. Pour ce qui est de nos partenaires en France, je veux leur adresser un message clair : les socialistes respectent toujours leurs partenaires, mais les socialistes doivent aussi être respectés. Face à nous, il y a la droite, en pleine dérive, et l'extrême droite, dangereuse. Ce sont eux nos adversaires et ce sont nos seuls adversaires.

Alors je le dis, nous avons besoin de nous rassembler à chaque étape de cette action, et nous avons besoin du vote de toute la gauche quand il faut adopter des tarifs de l'énergie plus sociaux et plus écologiques, bénéficiant à des millions de ménages modestes. Et rien ne justifie de s'y opposer en joignant ses voix à celles de la droite au Sénat. Pas davantage, Guillaume y a insisté tout à l'heure, que de rejeter le budget de la Sécurité sociale, qui étend la couverture des Français, qui crée de nouveaux postes de médecins dans les déserts médicaux et qui donne de nouveaux moyens à l'hôpital public tout en baissant les déficits sociaux. Je ne comprends pas que l'on remette par ailleurs en cause la participation de sa formation politique à la majorité quand nous sommes engagés dans l'action, car nos devoirs à l'égard de la France sont bien plus grands que les petits états d'âme personnels ou les querelles de parti.

Et je le dis aussi, il ne faut pas que des dossiers mineurs, sur lesquels nous savons qu'il y a des différences, puissent obstruer l'importance, l'ampleur du travail que nous accomplissons ensemble au service du pays. Un parti de la majorité gouvernementale ne devrait pas s'impliquer dans des manifestations qui prennent pour cible le Premier ministre sur un projet qui est soutenu par les collectivités locales et leurs habitants très majoritairement.

Par ailleurs, je voudrais aussi dire de nouveau que je n'accepterai jamais, et je le dis avec la plus grande solennité, que la violence soit employée, que des locaux du Parti socialiste soient attaqués et vandalisés au nom d'un désaccord politique. Je demande à nos partenaires de faire preuve eux aussi de la plus grande fermeté contre ceux qui insultent ainsi la démocratie. Ensemble, nous pouvons changer ce pays, alors debout la gauche, unissons-nous au service du progrès et de la justice sociale, au service de ces idées qui sont au cœur de notre engagement et que nous avons toujours eues en partage.

C'est une équipe au service du progrès qui va diriger le Parti socialiste, une équipe renouvelée, solidaire, diverse, à l'image du pays, pleine d'énergie et d'idées, une équipe qui ressemble à la France, et c'est une première historique pour notre parti et pour la République, une équipe totalement paritaire. Je m'y étais engagé, et ça va être grâce à vous une réalité.

Chers camarades, dans ce congrès, je vous ai proposé une orientation claire, celle du socialisme du réel et du réformisme ancré à gauche.

C'est cette orientation politique, choisie par les militants de notre parti, que la nouvelle équipe va maintenant mettre en œuvre. Cette équipe, c'est la relève de notre parti, même si elle mêle les générations et permet la transmission des expériences. C'est à elle qu'il incombe maintenant de conduire, au service des militants, le combat des socialistes dans notre pays.

Pendant l'exercice politiquement difficile et mathématiquement presque impossible qui consiste à composer une direction socialiste, j'ai eu le bonheur de relire ce passage de A l'échelle humaine, cette magnifique œuvre de Léon Blum : *"Toute classe dirigeante qui ne maintient sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir, qui ne dure qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter au cours des événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes est condamnée à disparaître de l'Histoire."*

Oui, mes chers camarades, changer le parti et agir pour le pays, c'est sans doute cela la véritable feuille de route de l'équipe à laquelle je vous demande d'accorder votre confiance. C'est la feuille de route désormais pour chaque militant socialiste. Alors au travail, en avant les socialistes pour le progrès, en avant la gauche au service des Français, vive le Parti socialiste, vive la République et vive la France ! »



Les interventions



Rémi Féraud

« Chers camarades, cher Harlem, bonjour à tous, ravi de vous retrouver dans cette salle, où moi-même j'étais en débat pour l'élection du Premier secrétaire de la fédération de Paris il y a tout juste quelques jours.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui, quelques semaines après notre congrès de Toulouse, qui devait être morose mais où nous avons été rassemblés, dynamiques, combatifs, et puis au lendemain, au surlendemain de l'élection de nos Secrétaires de section, de nos

Premiers secrétaires fédéraux. Et nous nous retrouvons dans ce premier Conseil national avec Harlem Désir, notre Premier secrétaire, pour nous mettre au travail.

Nous avons du pain sur la planche, pour débattre, pour réfléchir, pour dialoguer avec les Français, pour nous rassembler aussi, après avoir débattu entre nous. Nous avons du travail pour soutenir l'action des socialistes, de la gauche qui est aux responsabilités. Le président de la République a besoin de nous, le Premier ministre a besoin de nous, le gouvernement a besoin de nous, les Français ont besoin de nous, et le changement et sa

mise en œuvre ont besoin de nous, alors nous sommes là et nous serons là.

Redressement économique, justice sociale, progrès de la société, nous devons être là. Et n'oublions pas que la droite, elle, s'oppose aux mesures d'égalité, mais elle s'oppose aussi aux grandes réformes qui marquent l'Histoire, qui marqueront l'Histoire. Et aujourd'hui, nous sommes aux côtés du gouvernement, aux côtés de nos parlementaires, pour défendre le droit au mariage pour tous. C'est important de le rappeler en ce week-end.

Et puis militants, responsables socialistes, nous serons également là pour moderniser la vie politique, et nous faisons tout à fait confiance à Harlem Désir pour être en pointe dans ce combat. Nous aurons dans les mois qui viennent, aussi, du travail, pour préparer les échéances électorales essentielles, les européennes, les municipales, et pour être aux côtés des militants dans leur action quotidienne sur le terrain. Je connais bien Harlem, je lui fais toute confiance pour être un Premier secrétaire aux côtés des fédérations, des sections, des militants socialistes partout en France.

Donc aujourd'hui, c'est une nouvelle équipe qui va se mettre en place, ce sont des socialistes au travail, rassemblés, aux côtés du gouvernement et du président, donc bonne matinée de travail, et puis je suis sûr que nous allons faire de grandes choses ensemble dans les trois ans qui viennent. »



Michel Destot

« Pour moi, c'est un renouvellement de confiance, et j'y suis évidemment extrêmement sensible.

Je voudrais vous dire que c'est peut-être l'occasion de réfléchir aussi à la façon dont nos conseils nationaux sont prévus dans l'organisation. Je suggère qu'avec Colombe nous réfléchissions à faire des propositions à notre Premier secrétaire Harlem Désir, pour peut-être à terme, distinguer deux parties dans ces conseils, pour les

rendre plus attractifs et, au fond, plus démocratiques pour la vie de notre parti.

Une première partie liée aux problèmes de décisions, sur les orientations et l'organisation du parti, et peut-être aussi une partie consacrée davantage aux débats sur les grands thèmes : l'Europe, la politique industrielle, la politique de décentralisation, qui mériteraient d'abord une préparation, peut-être par des groupes ad hoc, préparant ces débats pour le Conseil national. Et trouver du temps. Peut-être que ces conseils pourraient se passer sur une journée, ou en tout cas sur un temps plus large que ce que nous avons fait jusqu'à présent. »





Guillaume Bachelay

J'en ai retenu trois. L'unité a été au rendez-vous, c'est ce qui a permis la victoire. C'est parce que c'est difficile que les Français se sont tournés vers nous. Et troisième message : rien n'est possible sans l'appui d'un grand parti. Tout était dit, trois préceptes, trois principes. Nous étions là pour les entendre, tous. Tu étais là Harlem. Il y avait à côté de toi Jean-Marc, et il y avait à côté de toi, aussi, Martine Aubry, Martine à qui j'adresse ce matin notre gratitude et notre affection.

La victoire que nous devons construire, qui est devant nous, c'est la victoire de l'intérêt général, c'est celle que nous aurons remportée quand sera redressé le pays, si longtemps affaibli, et que, de nouveau, il fera la course en tête parmi les nations qui comptent, une nation de croissance, une nation d'influence, une nation de puissance, d'indépendance. Bref la France, c'est-à-dire une nation qui ne laisse pas aux autres le soin de décider pour elle son avenir.

La victoire que nous voulons construire, c'est celle contre le chômage. Le chômage, c'est le drame national, pas seulement parce que c'est un drame économique, mais parce que nous le vivons, nous le vivons dans nos territoires, dans le secret de nos permanences. Il y a des drames sociaux, des drames familiaux qui naissent à cause du chômage.

Et puis la victoire, remettre la France en tête, c'est celle qui, au terme d'efforts justement répartis, inscrira la gauche dans la durée. On peut être militant laïque et vouloir la confirmation, celle du Parti socialiste, de ses valeurs, de ses réponses, de ses élus, au plan national comme au plan local.

L'unité, la responsabilité, la volonté, c'est le sillon qui a été creusé au cours des six derniers mois, six mois de gauche, après 120 de droite. Ce n'est pas l'heure, évidemment, de dresser un bilan, mais c'est déjà le moment de constater et d'amplifier un élan. L'élan, il est visible quand sont recensées les mesures décidées par le gouvernement et la majorité. Elles concernent la lutte contre le chômage, précisément, le pouvoir d'achat, les services publics, les emplois d'avenir, et bientôt le contrat de génération, les créations de postes dans l'éducation, la police, la justice, la gendarmerie, la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, le coup de pouce au Smic, l'encadrement des loyers, l'intervention contre la flambée des prix des carburants ou le refus d'augmenter celui du gaz prévu par nos prédécesseurs, comme était prévue par nos prédécesseurs, et nous l'avons annulée, une ponction de 13 milliards d'euros qui aurait dû intervenir dès le 1^{er} octobre de cette année, d'une manière aveugle, d'une manière indifférenciée contre les ménages modestes et les classes moyennes.

Ces mesures, elles concernent aussi l'esprit de justice. Il prévaut en matière budgétaire. La politique anti-crise n'affiche plus, comme c'était le cas ces dernières années, la priorité à la casse de l'école ou à la casse de la santé, mais elle repose sur la taxation supplémentaire des plus hauts revenus et des plus grandes entreprises. Et comme l'a noté Emmanuel Todd, qu'il faut toujours lire avec soin, c'est une rupture avec l'idéologie

dominante du monde occidental, ce qui explique, j'y reviendrai tout à l'heure, la radicalisation, ici et ailleurs, des adversaires du changement.

Justice sociale, avec le décret qui permet aux travailleurs qui ont commencé tôt à travailler, qui ont exercé les métiers les plus pénibles à partir dès 60 ans à la retraite, dans un pays où, ce n'est pas suffisamment souligné, l'espérance de vie d'un ouvrier, en France, aujourd'hui encore, est en moyenne de six ans inférieure à celle d'un cadre.

Justice pour moraliser la vie publique. Moi, je suis fier que parmi les premières décisions de l'exécutif, souvenons-nous, ait figuré la décision de baisser la rémunération du président et des ministres, et l'écart de rémunération dans les entreprises publiques et leurs filiales de 1 à 20. Cela aussi, nous devons le porter.

Et puis justice aussi, celle de la République, qui doit prévaloir partout et qui doit prévaloir en Corse, meurtrie par la violence. Le ministre de l'Intérieur a justement parlé de sursaut, celui de l'État, celui de la société civile corse elle-même. Ce sursaut n'est pas attendu seulement par les habitants de l'île, il est attendu par tous les Français, et ils peuvent compter sur la détermination totale, nous le disons, du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, pour rendre possible ce sursaut de la loi républicaine et du civisme en Corse.

Et puis, il y a, et j'y insiste, des mesures qui font moins la une des quotidiens ou qui font moins le buzz sur les réseaux sociaux, des mesures que parfois nous-mêmes qui les prenons, que nous-mêmes oublions de revendiquer, dont nous oublions parfois même de parler. Je pense notamment à la santé, préoccupation de millions de nos concitoyens qui peinent à accéder aux soins. Et je nous recommande dès lundi de faire savoir que le projet de loi de financement de la Sécurité sociale améliorera la prise en charge des personnes âgées et handicapées, qu'il rendra gratuite la pilule contraceptive pour les mineures, qu'il remboursera intégralement l'IVG, qu'il garantira une meilleure prise en charge pour les soins des étudiants, des salariés victimes d'accidents du travail, des salariés agricoles.

Tout cela, c'est pour 2013, tout cela, c'est une économie de 2,5 milliards sans aucun déremboursement, et tout cela en mettant fin à ce scandale envisagé par les ministres successifs UMP de la convergence tarifaire entre hôpitaux publics et cliniques privées. Et c'est contre ces progrès qui ont mobilisé toute la gauche depuis 2002, au Parlement, dans les mobilisations sur le terrain, que certains ont voté contre avant-hier au Sénat. Que ces votes contre proviennent de la droite, il n'y a pas là motif de surprise, mais qu'ils viennent d'ailleurs, au sein même de la gauche, il y a là un réel motif d'ahurissement, aux deux sens du mot, l'étonnement et l'effarement.

Nous les socialistes, nous disons que nous serons volontaires pour d'autres s'il le faut, mais rien ne nous dissuadera d'engager les réformes de structure, les améliorations de la vie quotidienne, les choix de société. Cela vaut en matière de santé comme pour d'autres priorités, infrastructures de transport en Loire-Atlantique comprises. C'est pour cela que nous avons reçu mandat des Français le 6 mai et le 17 juin.

Mais le changement, ce n'est pas seulement, le président l'a fort bien dit, l'inventaire de mesures ambitieuses ou le bréviaire de décisions courageuses. Bien sûr, notre GPS, ce sont les 60 engagements du projet présidentiel, leur rythme, leur ordre. C'est la prérogative du chef de l'État, mais aucune réforme n'est un isolat, aucune avancée n'est une île, toutes s'inscrivent dans un projet global, et c'est ce projet global qu'a remis en perspective le président il y a quelques jours lors de sa conférence de presse, et c'est pourquoi notre Conseil national d'aujourd'hui prend tout son sens.

À nous de relayer ce projet qui, au fond, disons-le comme ça, ressemble à un triangle à trois sommets. Le premier sommet, c'est la réorientation de l'Europe, avec la négociation d'un pacte de croissance que M. Sarkozy n'avait pas demandée, sachant, pressentant, c'était son amie, que Madame Merkel n'allait pas l'accepter. C'est aussi le rempart face aux attaques spéculatives contre les dettes souveraines. Tout cela n'est pas étranger à la stabilisation de la zone euro, et c'est au président de la République nouvellement élu, François Hollande, qu'on le doit. Il s'agit désormais de passer à l'étape suivante, celle de l'harmonisation fiscale et sociale, celle de la réciprocité commerciale, celle de la solidarité budgétaire à travers des engagements financiers forts pour 2014-2020 en faveur de la croissance, de l'emploi et de la transition énergétique en Europe.

Le deuxième sommet du triangle, c'est le redressement des comptes publics. Après dix ans de gestion UMP, ils avaient atteint une zone d'alerte, qu'il s'agisse du déficit de l'État ou des comptes sociaux. Depuis six mois, la France a engagé une trajectoire de réduction des déficits qui n'est pas étrangère à la détente des intérêts d'emprunt, tout en fixant, en préservant et même en renforçant des priorités : l'emploi, l'éducation, le logement, la justice, la sécurité.

Le troisième sommet du triangle, c'est le soutien à la compétitivité de notre économie. C'est le sens du plan qui a été annoncé par le Premier ministre et qui comporte 35 mesures destinées à permettre la montée en gamme de nos produits, l'investissement des entreprises, la localisation des activités en France, le financement d'une croissance sociale écologique. Là aussi, portons ce projet avec fierté, c'est un projet d'intérêt national, d'urgence sociale, c'est celui de la reconquête industrielle pour laquelle nous nous sommes tant battus dans un territoire où chaque jour des usines sont menacées de fermeture et même désormais des bureaux d'études ou des laboratoires de recherche sont menacés de disparition.

Porter ce projet avec fierté, c'est se souvenir que le projet socialiste que nous avons adopté à l'unanimité s'ouvrirait par l'impératif de redressement productif, d'innovation, de formation. Mais je le dis aussi, porter avec fierté ce projet, c'est être inventif à l'heure de fixer des garanties au soutien de la puissance publique lorsqu'il y a des marges d'action supplémentaires pour les entreprises, et notamment pour les grands groupes, sites de production et emplois en France, présence, c'est le cas, des salariés aux conseils d'administration, mais aussi réseaux de compétences entre grands donneurs d'ordres et sous-traitants, je pense au respect des délais de paiement qui asphyxient tellement de PME, réinvestissement des bénéficiaires.

Entre ceux qui, à l'ultra-gauche, disent zéro euro pour zéro entreprise et ceux qui, au cours des dernières années, à droite, ont multiplié les largesses fiscales pour, pêle-mêle, les constructeurs automobiles, les banques, les restaurateurs, il y a une place pour le contrat. C'est cela une économie moderne, une économie où l'État et les entreprises passent un contrat avec des droits respectifs et des devoirs respectés. C'est la pratique que nous avons avec succès mise en œuvre dans nos régions, c'est en ce sens que doivent continuer d'œuvrer ensemble le gouvernement et nos groupes parlementaires pour renforcer la compétitivité du pays. Europe en cours de réorientation, finances en cours de redressement, compétitivité et croissance en cours de relance, c'est le chemin de la gauche qui veut agir pour les producteurs contre les spéculateurs, les boursicoteurs. Alors disons-le avec force : oui, l'économie réelle et la justice sont de retour, mais disons-le aussi, ces changements promis et accomplis défrisent la mèche bien faite des conservateurs.

Mais c'est une autre raison qui rend notre Conseil national et le moment politique si particuliers : voilà que six mois après l'alternance, des forces se coalisent pour mettre des bâtons dans

les roues du changement voulu par les Français. Et le message que nous leur adressons ce matin, nous les socialistes, depuis la Mutualité, et que nous adresserons dès lundi sur le terrain, c'est que les libéraux, les conservateurs, les corporations, nous ne les laisserons pas faire, ici ou ailleurs, pour entraver, pour caricaturer, pour abîmer le changement qui est à l'œuvre. Nous ne laisserons pas faire l'internationale des libéraux qui se pavane devant les photos-montages laborieux de *The Economist*, pas plus que devant le tapis rouge déroulé à Londres aux exilés fiscaux par un premier ministre abonné à ce journal. Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui, de l'autre côté de la Manche, ont livré le pays aux grandes fortunes, privatisé les chemins de fer et les hôpitaux, fait la guerre de Bush en Irak, ou plus récemment réduit les aides familiales et les allocations aux chômeurs et aux personnes handicapées.

Il suffit de regarder un film de Ken Loach pour savoir que la bombe à retardement, ce n'est pas le socialisme en France, mais c'est l'inégale répartition entre le capital et le travail. Il suffit de regarder ses films pour le savoir. Alors oui, la France, en 2013, relèvera à 45 % la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu au-delà de 150 000 euros par part. Oui, nous allons mettre en place une contribution patriotique exceptionnelle de 75 % au-delà d'un million d'euros ; et oui, en France, disons-le, dès ce matin, dans les prochaines semaines, le Parlement abordera trois lois décisives : une banque publique d'investissements pour les PME et les ETI, la réforme bancaire et la loi sur l'épargne réglementée, pour redonner le rapport de forces à l'économie réelle, à l'emploi, au travail, aux entreprises contre la rente et la finance improductive. C'est cela la gauche, et c'est cela notre réponse à *The Economist*, une réponse de socialistes. De même, nous ne laisserons pas la droite s'ériger en professeur de bonne gestion, ni en arbitre des élégances. Quand, comme Monsieur Sarkozy et ses épigones, on a endetté le pays, désindustrialisé les territoires, précarisé les salariés et les retraités, opposé les Français selon les générations ou les catégories, un passage par la case modestie s'impose.

Au lieu de cela, ceux qui n'ont pas consacré une demi-journée, au printemps, à réfléchir à leur échec dans les urnes, multiplient à l'automne les mots, les gros mots. Ils se livrent à une surenchère d'outrance contre ceux que les Français ont choisis. Je pense notamment à la violence inacceptable que nous avons entendue, nous, les députés socialistes mardi dernier dans l'hémicycle, à propos du mariage pour tous, sur les bancs de la droite, alors même que le débat n'avait pas commencé.

Cette escalade des mots, cette escalade des gros mots, est attisée évidemment par le congrès pour le contrôle de l'UMP. Il touche à sa fin, c'est bientôt fini. Du monde entier et des autres planètes, les médias courent pour connaître l'issue du scrutin de demain à l'UMP. Voilà que demain on nous promet le résultat du choc de titans. Qui sera désigné, de celui qui fut Premier ministre sans l'être vraiment, ou de celui qui ne le fut pas mais le voulait tellement ?

La vérité est que l'issue ne fait aucune différence. Désormais, la frontière entre la droite et son extrême est devenue poreuse, est devenue spongieuse. Lors du congrès fondateur de l'UMP, c'était en 2002, en novembre 2002, il y a dix ans, Alain Juppé déclarait solennellement à la tribune de l'UMP, je cite : *"Sur la défense des valeurs humanistes, sur le respect dû à chaque personne humaine, quelles que soient ses origines ou sa condition sociale, l'UMP ne transigera pas."* Dix ans plus tard, le même Alain Juppé ne pourrait plus prononcer cette phrase à l'UMP sans provoquer des doutes dans la salle ou à l'extérieur. Et en écoutant, mercredi dernier, Monsieur Ciotti à l'Assemblée nationale, je me disais que l'on pouvait voter Fillon et parler comme Copé, preuve que demain le vainqueur du scrutin de l'UMP, hélas pour la démocratie, sera Madame Le Pen.

Voilà pourquoi il y a le Parti socialiste pour se dresser face aux conservateurs, face aux extrêmes, pour réussir le changement au service des Français. C'est le sens de l'équipe que le Premier secrétaire présentera tout à l'heure, paritaire, rassemblée. C'est le sens des réunions publiques, six mois d'action pour les Français, que nous devons organiser dans les semaines qui viennent dans les départements, avec une mobilisation des parlementaires, notamment pour relayer les réformes engagées. C'est le sens des argumentaires qui seront adressés aux militants dans les fédérations, dans les sections. Parce qu'en démocratie, l'arme, c'est l'argument. C'est le sens du soutien que nous apporterons comme formation politique aux propositions de modernisation de la vie publique dans le prolongement de la commission présidée par Lionel Jospin. C'est le sens des conventions que nous allons organiser, qu'a annoncées Harlem à Toulouse.



Emmanuel Maurel

« Mes chers camarades, cher Harlem, cher Guillaume, c'est un CN très court, qui mériterait pourtant de longs débats. Et d'ailleurs cher Michel tu disais : *"Nous voulons changer un peu le mode de fonctionnement de ce Conseil national."* Je suggère qu'on prenne le temps à l'occasion de vrais week-ends, où nous pourrions débattre à la fois de l'actualité politique, mais aussi d'un certain nombre de thématiques, et même de propositions qui sont aujourd'hui avancées dans le débat public, qui méritent autre chose

que des débats d'une heure et demie.

Un CN très court qui ne saurait se résumer évidemment à la simple présentation de nos instances nationales. C'est quelque chose d'intéressant et d'important pour nous, mais évidemment, chacun en conviendra, les Français n'ont pas les yeux rivés sur nous pour savoir qui sera notre porte-parole, notre numéro deux, notre numéro trois, notre numéro quatre. Non, ils ont envie que les socialistes s'expriment sur les sujets qui les préoccupent, mais aussi qu'ils s'expriment sur la situation internationale.

Vous avez vu les événements récents, l'exacerbation des tensions notamment au Proche-Orient. Et le Parti socialiste, Jean-Christophe a commencé à le faire, doit apporter des réponses fortes, des réponses fermes en soutien au gouvernement sur cette question.

Les socialistes doivent aussi, parce que Harlem Désir a dit au congrès de Toulouse : *"Nous sommes un parti européen"*, nous voulons être un parti européen, nous voulons être un parti qui pèse dans le débat européen. Quand on voit la préparation du sommet des 22 et 23 novembre, nous avons un message à faire passer. Nous avons dit : *"Oui, les socialistes, nous avons une ambition pour l'Europe, et d'ailleurs, dans le débat que nous avons eu autour du TSCG, il y avait cette idée que bien sûr nous acceptons le traité Merkozy, mais en même temps, nous y adossons un pacte de croissance ambitieux pour relancer l'économie européenne."* Mais regardez la réalité du débat aujourd'hui dans la préparation du sommet. On nous explique, et le président du Conseil européen lui-même le dit : *"Il faut des baisses drastiques dans le budget européen."* Et on nous annonce au moins 75 milliards de moins.

C'est ça la réalité du débat européen aujourd'hui, et nous, Parti socialiste, parti de la relance, nous devons dire : *"Cette situation n'est pas acceptable."* De la même façon, nous devons dire, et

Le Parti socialiste doit continuer d'avoir une gauche d'avance par les idées. C'est le sens de la réflexion que nous allons engager avec nos élus, nos militants, pour préparer la plate-forme des municipales, et avec nos partenaires du PSE pour préparer une plate-forme commune pour les élections européennes. Et enfin, c'est le sens du comité de liaison que nous devons mettre en œuvre avec nos partenaires de la majorité présidentielle pour que prévale la diversité dans la responsabilité. Voilà pourquoi, mes camarades, notre Conseil national est particulier. Parce que le changement est engagé et que le Parti socialiste en est un acteur décisif. François Hollande disait : *"Rien n'est possible sans l'appui d'un grand parti."* À six mois d'intervalle, 14 mai, 17 novembre, c'est le serment de la Mutualité. Il nous motive, il nous oblige. »

c'est le débat sur la compétitivité, que si nous voulons vraiment construire une Europe prospère, solidaire, nous ne pouvons accepter cette guerre économique européenne, cette compétition intra-européenne qui fait qu'aujourd'hui nous sommes engagés dans une course folle à la dévaluation salariale.

C'est vrai, il n'y a plus la dévaluation telle qu'elle était auparavant, avant la monnaie unique, mais il y a quand même cette compétition à qui va réduire le plus l'impôt sur les sociétés, à qui va réduire le plus le coût du travail, à qui va réduire le plus le niveau de protection sociale. Ce serait les exigences d'une économie compétitive, nous n'y croyons pas. Et à l'occasion de ce sommet européen, sachons rappeler que nous, socialistes, nous pensons qu'il est souvent économiquement plus rationnel, surtout dans un espace comme l'Europe, de privilégier la coopération à la compétition. Ça doit être aussi le message de notre parti, puisque c'est cela que nous avons prétendu. Chers camarades, le débat européen, il est central. Et moi, quand je vois les préconisations patronales et quand je vois les préconisations de la droite, je pense que nous devons quand même leur poser une question : Est-ce que l'Europe sera plus riche une fois que les Européens seront devenus plus pauvres ? C'est la question que la gauche européenne mobilisée et rassemblée doit à porter à l'occasion de ce débat.

Il y a la situation européenne, et celle de notre pays. Guillaume et Harlem y reviendront. C'est toute la gauche, en tout cas tout le gouvernement et le Parti socialiste avec lui, qui est mobilisé pour la lutte contre le chômage. Et moi, je suis comme vous, je crois profondément à la fois à la nécessité de la relance de l'investissement productif et aux projets que sont par exemple les emplois d'avenir, le contrat de génération, mais aussi tout ce que met en œuvre par exemple Benoît Hamon sur l'économie sociale et solidaire, pour construire un autre modèle de développement, et pour construire une forme de relance dans notre pays.

Mes chers camarades, il faut aussi assumer le débat entre nous. Vous avez dit : *"mobilisation générale contre le chômage"*. Nous avons dit : *"relance de l'investissement productif"*. Et en même temps, il est difficile pour nous de ne pas constater, non pas un virage, le mot serait peut-être trop fort, mais en tout cas une sensible évolution par rapport à ce que nous disons depuis un certain nombre d'années, et notamment, par rapport à ce que nous avons dit il y a quelques semaines à Toulouse. Moi, je me souviens des discours de Toulouse, parce que je suis quelqu'un de très discipliné. Et moi, je me souviens des discours de Toulouse et on nous disait : *"Il faut la relance, nous ne sommes pas pour la rigueur."* Et on nous disait : *"Oui, le désendettement, c'est important mais en même temps, nous ne pouvons pas accepter le chantage du patronat sur la baisse du coût du travail."*

Souvenez-vous du discours de Martine Aubry, ovationnée par les congressistes : *"Nous ne pouvons pas accepter le chantage du patronat sur le coût salarial."*

Donc il y a une évolution sensible par rapport au congrès de Toulouse, avec la proposition du pacte de compétitivité. Je vais le dire très poliment et très courtoisement : je ne suis pas totalement sûr que les congressistes trouvaient forcément opportun que nous augmentions la fiscalité indirecte, que nous propositions une nouvelle baisse drastique des dépenses publiques, et que nous propositions un crédit de 20 milliards pour les entreprises sans contreparties.

Alors chers camarades et cher Harlem, tu as dit et tu as prétendu durant le congrès, je m'adresse à toi parce que c'est toi notre Premier secrétaire, que tu voulais un parti autonome, un parti de propositions. Je fais une proposition aux membres du Conseil national, et à travers eux aux militants : travaillons ensemble à définir ce que pourraient être ces contreparties à la baisse massive et généreuse de l'impôt pour les entreprises.

Ce n'est pas seulement le travail des parlementaires, comme je l'ai entendu, c'est aussi notre travail à nous, militants socialistes. Je suis sûr, et je suis prêt à le vérifier, que les militants socialistes n'accepteraient pas que nous baissions l'impôt des entreprises qui licencient.

Voilà ce que je pense, et je suis sûr qu'une majorité de militants socialistes le pensent aussi.

Changement, évolution sensible de la ligne depuis le congrès de Toulouse, évolution sensible aussi dans l'état d'esprit qui préside à nos travaux. Au congrès de Toulouse, chacun a cité à foison François Mitterrand, François Hollande arrive juste derrière, je vous rassure. Tout le monde dit : *"Il faut rassembler la gauche et rassembler les socialistes, sinon rien de grand n'est possible dans*

ce pays." Et moi je suis d'accord, et non seulement je suis d'accord, mais je vais aller plus loin, je pense qu'il faut être unitaire pour deux, pour trois, pour dix. C'est le message que nous portons depuis des années, avec Jean Jaurès, avec Léon Blum, avec François Mitterrand, Il faut être unitaire avec le reste de la gauche, sinon quoi ? Quel renversement d'alliance possible ? Personne ne le souhaite ici, enfin je ne crois pas. Alors si personne ne le souhaite, il faut continuer à être unitaire pour deux, et nous, nous le serons. C'est la première chose.

Rassembler la gauche, mais aussi rassembler les socialistes. Harlem Désir, à l'issue du congrès de Toulouse, avait lancé un vibrant appel au rassemblement des socialistes. Il avait dit : *"Tous les camarades de toutes les motions auront toute leur place, leur juste place."* Chers camarades, j'ai le regret de vous dire que la volonté de rassemblement du Premier secrétaire n'est pas avérée, et la motion 3, les Français n'en seront pas traumatisés, ne participera pas à la direction du Parti socialiste.

Ça ne veut pas dire pour autant, car vous nous connaissez, nous ne sommes peut-être pas des militants disciplinés toujours, parfois impertinents, trop peut-être, mais en tout cas nous avons le sens du parti, nous avons le sens de la gauche. Nous savons pourquoi nous nous battons : pour la redistribution des richesses, pour l'approfondissement de la démocratie. Et nous savons pour quel parti nous nous battons, c'est-à-dire que même quand nous sommes au gouvernement, nous voulons un parti libre dans ses choix et dans ses débats, nous voulons un parti fier de ses valeurs, de son histoire, et nous voulons un parti fort qui parfois assume ses divergences, qui parfois assume ses convictions.

C'est ce combat-là que nous avons mené, nous le mènerons de toute façon à l'intérieur du parti, dans les fédérations. Vous nous connaissez, nous sommes toujours au rendez-vous quand il s'agit de militer, de combattre la droite, de combattre l'extrême droite. »





Laurent Grandguillaume

« Nous voilà donc réunis aujourd'hui, après le congrès de Toulouse, congrès de la mobilisation pour réussir le changement.

Je tiens à saluer en particulier notre Premier secrétaire, Harlem Désir, et l'ensemble des membres du Conseil national, qui ont l'honneur de représenter ici le Parti socialiste, ce grand parti, celui effectivement de Jean Jaurès, de Léon Blum, de François Mitterrand, mais je le dis aussi aux Bourguignons, permettez-

moi d'avoir une pensée pour Pierre Bérégovoy.

Et cette grande assemblée est le lieu du débat nécessaire et utile aux combats, parfois des confrontations, car elles sont bien évidemment nécessaires pour préparer les combats, car le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine face aux injustices et aux privilèges.

Je tiens aussi à saluer les Premiers secrétaires fédéraux, les secrétaires de sections, qui ont été à la fois les chevilles ouvrières, mais aussi les acteurs, les artisans des victoires récentes, et qui seront, bien entendu, les acteurs du changement, avec l'ensemble de nos camarades et militants.

Nous voilà aujourd'hui réunis dans un contexte particulier. D'abord, c'est celui de la crise profonde qui frappe tant de nos concitoyens à travers le chômage, à travers les difficultés d'accès aux soins, à travers le mal-logement.

Et si nous voulons garantir la liberté à nos concitoyens, nous devons commencer par leur assurer les conditions d'existence, c'est-à-dire un emploi, un logement et un savoir. C'est notre devoir, c'est celui des socialistes, car notre volonté de lutter contre les injustices est aussi vieille que notre conscience, et le socialisme est une grande force morale, c'est la plus grande force morale. C'est nous qui avons porté les grandes réformes sociales, sociétales, économiques, des congés payés à la réduction du temps de travail, de l'abolition de la peine de mort au Pacs. Et demain, le mariage pour tous, le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales, le droit de mourir dans la dignité.

C'est la grande différence avec droite, car, après tout, quelle est la grande loi sociale que la droite a votée depuis 1976 ? Aucune, elle a toujours échoué. Elle a été incapable de gouverner, incapable de résister aux sirènes de l'individualisme et des intérêts particuliers. Elle a toujours préféré conforter le mur de l'argent plutôt que les

fondations de la République laïque et sociale. Et notre volonté d'égalité et de solidarité, notre soif de justice qui vit en nous, qui nous anime, peut dépasser le soi-disant ordre des choses. C'est dans ce contexte que pour la première fois nous nous retrouvons dans cette situation de majorité au Sénat, et je salue Jean-Pierre Bel et François Rebsamen, à l'Assemblée nationale, avec Bruno Le Roux et Claude Bartolone au gouvernement, dans la majorité des collectivités, après dix années de régression, de gesticulations et d'imposture. Après les dix calamiteuses : la destruction des emplois industriels, le chômage, la dette, le déficit commercial, c'est effectivement le bilan de la droite. Une droite qui, à défaut d'avoir choisi le devoir d'inventaire face à la responsabilité qu'elle porte, est frappée par l'amnésie. Cette droite qui s'enfoncé chaque jour dans le triptyque insécurité, identité et immigration, qui sombre dans la porosité avec les idées les plus nauséabondes, mais aussi dans le mimétisme idéologique. Cette droite doit être combattue, car elle vise à affaiblir les fondations de la République, à opposer les Français entre eux, comme elle a d'ailleurs toujours opposé un pays légal à un pays irréel. Il n'y a qu'un pays, c'est la France, c'est la République laïque et sociale. Elle est prête, cette droite, à toutes les confusions, à toutes les divisions entre citoyens, mais aussi à toutes les alliances de circonstance comme elle l'a fait en 1998 en marquant d'une tache brune certaines de nos régions. C'est un combat idéologique que nous devons mener contre ces nouveaux réactionnaires, contre l'idéologie de la honte.

C'est enfin ce contexte, celui du changement, les réformes qui sont engagées, avec le gouvernement, avec François Hollande : les emplois d'avenir, les contrats de génération, le paquet compétitivité, le pacte de confiance à recréer bien évidemment avec les entreprises, le logement, même s'il y a eu des difficultés, nous allons bien évidemment y parvenir dans les plus brefs délais, la sécurité, car c'est une des premières libertés, et l'insécurité touche d'abord les plus faibles, et elle est aussi sociale, comme physique, l'État, et le service public, avec la remise en cause de la Révision générale des politiques publiques, l'éducation, avec la refondation, avec Vincent Peillon, la culture, car il nous faut aussi rouvrir le chemin de l'espérance, l'Europe et la mondialisation, car il faut défendre le juste échange, la réciprocité, l'harmonisation sociale et fiscale car nous sommes d'abord internationalistes. Nous défendons la solidarité internationale, car nous défendons la solidarité humaine.

Il nous reste de longs et pénibles efforts pour parvenir à réussir ce changement, mais il nous faudra de la solidarité, de l'unité, du courage, de la volonté, car nous devons réussir ensemble au sein du Parti socialiste, avec ce grand parti, et je suis persuadé qu'avec le travail que nous mènerons, les conventions, les ateliers du changement, nous allons réussir, combattre et gagner ensemble. »



Florente Augier

« Chers camarades, je souhaite, en cette journée particulière d'installation des instances nationales de notre parti, au nom de l'ensemble de mes camarades de la motion 4 présents dans cette salle, remercier les 10 000 militants qui nous ont fait confiance et qui font que nous sommes là aujourd'hui.

Je veux remercier les 3 000 personnes qui ont signé notre motion. J'ai une pensée plus particulière pour cette poignée de militants acharnés qui ont voulu,

envers et contre tout, aller au bout de l'aventure. Parmi ceux-ci, je

pense ce matin à un grand Monsieur qui nous a accompagnés et qui nous a fait confiance, merci Monsieur Stéphane Hessel. Une nouvelle aventure commence donc pour nous, mais aussi pour le Parti socialiste, avec à sa tête Harlem, qui nous a proposé de travailler avec lui. Nous avons accepté cette offre de rassemblement, et nous voulons, à ses côtés, être une force de propositions pour notre parti.

Nos propositions s'articulent autour de quatre piliers : la construction d'une Europe sociale et politique, la lutte contre la crise économique, la transition écologique, et enfin le développement de la démocratie participative dans et en dehors du parti. Pour cela, nous proposons au Parti socialiste d'organiser début 2013 un séminaire de travail avec l'ensemble des partis de la gauche européenne, les syndicats, les associations et les ONG, pour commencer à construire l'Europe de demain. Les ateliers du changement sur l'emploi, qui associeront sur les territoires

et au niveau national tous les acteurs, les partis de gauche, les syndicats, les associations, les ONG et les salariés de Pôle emploi. La transition écologique devra elle aussi faire l'objet d'ateliers du changement, et doit également être en filigrane dans chacune de nos conventions, car les crises successives que nous connaissons vont induire un changement de société qui devra être plus respectueux de notre environnement. Nous souhaitons aussi qu'au cours du premier semestre nous puissions travailler au plus près des territoires sur la place du



Pierre Polard

« Chers camarades, au lendemain de la remise du rapport de Louis Gallois, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, a annoncé un pacte de compétitivité, une série de mesures pour améliorer la compétitivité de la France, mesures qui seront intégrées dans plusieurs projets de loi présentés au début de l'année 2013. La plus emblématique et la plus commentée est bien sûr le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, d'un montant de 20 milliards d'euros, financée à la fois par une hausse de la TVA

et une diminution de la dépense publique. Il ne s'agit pas ici de faire un mauvais procès. Non, la hausse de la TVA, telle qu'elle est proposée, n'est pas une réintroduction de la TVA dite sociale récemment abrogée. A la place d'une hausse brutale et aveugle des taux que proposait la droite, le gouvernement propose une hausse du taux normal associée à une baisse du taux réduit qui profitera principalement aux plus pauvres, à condition bien sûr que cette baisse soit répercutée dans les prix.

À cet égard, l'expérience de la baisse de la TVA dans l'hôtellerie restauration doit nous inciter à la prudence, voire à la vigilance. Nous pouvons nous interroger sur le bien-fondé de la création d'une nouvelle aide aux entreprises sans réelles contreparties en termes d'emploi ou d'investissement, et insuffisamment ciblée. En effet, en l'état actuel des choses, elle profitera indifféremment aux petites entreprises comme aux grandes, à celles qui sont soumises à la concurrence internationale comme à celles qui en sont préservées.

Ce pacte de compétitivité aurait pu être l'occasion de mettre en œuvre les propositions 3 et 24 du candidat François Hollande, à savoir la mise en place de trois taux d'imposition sur les sociétés, 35 % pour les grandes, 30 % pour les petites et moyennes, et 15 % pour les très petites ; et la distinction entre les bénéficiaires réinvestis et ceux distribués aux actionnaires et l'augmentation des cotisations chômage sur les entreprises qui abusent des emplois précaires.

Ne nous y trompons pas, chers camarades, ce qui apparaît en filigrane derrière ce pacte de compétitivité c'est la question de la concurrence que se livrent entre eux les pays européens, car rappelons-le, la balance commerciale de la zone euro est positive. Pourquoi baisser le coût du travail en France ? Parce qu'il a beaucoup baissé en Allemagne, ce qui a permis à ce pays de gagner des parts de marché par rapport à ses voisins européens, au prix de ce que certains appellent une glaciation salariale depuis plus de dix ans, et au prix d'une explosion de la pauvreté et de la précarité. Devons-nous faire un pas de plus, même s'il reste de faible ampleur et n'impactera pas la consommation en 2013, un pas de plus vers cette spirale qui ne peut que prolonger et aggraver la crise européenne en alimentant la dépression qui entraîne l'Europe vers le fond ?

citoyen dans notre société. Nous voulons redonner de la voix aux citoyens. Les discours qui tombent d'en haut ne sont plus entendus. Il nous faut replacer le citoyen au cœur de notre engagement. Nous voulons réenchanter la politique, ouvrir les portes et les fenêtres de notre parti, et accepter le renouvellement. C'est dans cette voie que nous nous sommes engagés, en refusant le cumul des mandats et des fonctions au sein du Parti socialiste. Parce que le changement est en marche, il faut oser aller plus loin, plus vite. »

Dans son adresse aux Français, le 13 novembre, François Hollande a déclaré que *"nous vivons plus qu'une crise, nous vivons un changement de monde"*. Il a entièrement raison, et les socialistes français se doivent de faire partie des architectes de ce nouveau monde qui vient. Ce monde nouveau doit notamment reposer sur la construction d'une Europe réellement sociale et démocratique, une plus grande justice sociale et une transformation écologique de notre modèle économique.

Nous, militants de la motion 4, proposons d'organiser au plus vite un séminaire de travail de trois jours à Strasbourg qui réunira toutes celles et ceux qui veulent construire une Europe démocratique et sociale. Invitons tous les socialistes d'Europe, mais aussi les syndicats et des ONG, à se retrouver pour travailler ensemble sur l'Europe démocratique, l'Europe sociale, l'impôt européen sur les dividendes, une Europe qui s'attaque enfin aux paradis fiscaux et au dérèglement climatique. L'Europe est à la croisée des chemins. Nous devons rassembler nos forces pour faire naître une Europe nouvelle capable d'humaniser la mondialisation.

Concernant la justice sociale, la France n'a jamais été aussi riche, mais cette richesse n'a jamais été aussi mal partagée entre salariés et actionnaires, comme entre salariés eux-mêmes. Cette montée des inégalités ne peut qu'engendrer des frustrations délétères chez une part grandissante de nos concitoyens, frustration génératrice de tensions sociales, terreau sur lequel se développe le Front national.

Le rétablissement de la justice sociale passe au moins par deux points : la lutte contre le chômage de masse, qui déséquilibre les négociations salariales, et une réforme fiscale vers plus de progressivité.

Nous proposons donc la tenue d'États généraux de l'emploi, avec tous les partis de gauche, les syndicats et les associations, pour donner envie aux partenaires sociaux d'aller plus loin et plus vite dans la lutte contre le chômage et la précarité. Organisons ces états généraux au niveau national et dans chaque région, pour tout mettre sur la table et montrer que l'innovation est possible pour sortir du chômage de masse.

Concernant la réforme fiscale, nous pensons qu'il est temps de mettre en œuvre une révolution fiscale, à savoir une grande réforme permettant la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, dans le cadre d'un prélèvement simplifié et progressif sur l'ensemble des revenus.

Et concernant la transformation écologique, nous pensons qu'il serait préférable d'utiliser les 20 milliards d'euros du crédit d'impôt compétitivité emploi pour financer des projets permettant de transformer notre modèle social vers une plus grande écologie.

Le changement de monde, c'est maintenant, il faut oser plus loin plus vite, pour aller vers un monde régi par la coopération plutôt que la compétition, un monde de progrès social et écologique. »



Juliette Méadel

« Mes chers camarades bonjour, Monsieur le Premier secrétaire. Le Conseil d'installation de ce jour clôt le congrès de Toulouse, et nous voici déjà dans une nouvelle période, dans la phase d'après, en fait, cette phase où nous allons montrer aux Français que le Parti socialiste sera le partenaire fidèle et loyal du gouvernement pour contribuer au redressement du pays. Oui, l'heure est grave, mes camarades, mais nous relèverons les défis politiques, économiques et sociaux qui nous attendent.

Les défis politiques d'abord. Notre appareil doit se réformer pour mieux répondre à la désaffection du citoyen pour la politique. Plus de transparence, plus de déontologie, je n'y reviendrai pas, nous l'avons évoqué dans le cadre du congrès.

Avec le rapport Jospin qui propose un non-cumul strict des mandats pour les parlementaires, et avec les déclarations du président de la République à ce sujet, la rénovation est en marche. Il était temps. Près de 80 % des parlementaires sont aujourd'hui en situation de cumul, et nous savons que la majorité des Français y est hostile. Ça tombe bien, c'est bientôt la fin, et nous y veillerons.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Sur le terrain du non-cumul, notamment, nous pourrions engager aussi une réflexion, et c'est en cours, sur le non-cumul dans le temps. Et puis le non-cumul devrait permettre également aux femmes de participer davantage à la vie politique, en donnant à chaque compétiteur les mêmes chances de succès. Les femmes cumulent statistiquement moins de mandats que les hommes. Forcément, lorsqu'ils cumulent les mandats, elles cumulent et elles accumulent les vies, professionnelle, politique et familiale, alors au moins, le non-cumul rétablira l'égalité entre les compétiteurs.

Il faudra aussi compléter les réflexions avec un vrai statut de l'élu. Car c'est bien beau de limiter les mandats, mais il faut aussi prévoir le retour à la vie civile des hommes et des femmes politiques qui souhaiteraient pour une période arrêter. Enfin, le président de la République a décidé, dans la ligne de la commission Jospin, de mettre en place un travail et une haute autorité pour éviter les conflits d'intérêts. Vous savez qu'à la motion 2 nous y sommes particulièrement attachés, et nous travaillerons dans ce sens.

Mes camarades, le deuxième défi auquel nous aurons à faire face est le défi économique et social. La croissance en berne, le chômage de masse, une compétitivité qui ne cesse de se dégrader depuis dix ans. Alors y répondre, ce n'est pas nécessairement produire moins cher, ce n'est pas comme le réclament le patronat et la droite, en reprenant la sempiternelle ritournelle de la baisse des impôts, de la baisse des charges, ce n'est pas ça nécessairement, améliorer sa compétitivité.

Non, la compétitivité, c'est d'abord la capacité d'innovation, la capacité d'imagination, de créativité et d'anticipation des besoins. L'État peut et doit contribuer à créer les conditions de cette relance de l'investissement, et il peut et il doit, et il s'y emploie, donner le cap et la ligne. C'est à cela que s'emploie le gouvernement depuis quelques mois, à l'inverse du laxisme économique du président d'avant.

Car ne nous y trompons pas, mes camarades, le décrochage productif que la France subit est dû à la faiblesse et au laxisme d'une droite pour qui le laisser-faire et le laisser-aller ont tenu lieu de politique industrielle pendant ces dix dernières années. Une droite qui, dans les années 2000, croyait encore à la main invisible du marché. Elle était bien la seule en Europe. Une droite qui a gaspillé allègements de charges et autres subventions publiques sans contreparties. Une droite qui a prêté aux banques sans même exiger un droit de regard sur l'utilisation et sur les choix de placements spéculatifs.

Au total, des milliards d'argent public gaspillés, 600 milliards d'euros de dettes en plus en cinq ans ont été engloutis par notre système, avec un seul effet : l'augmentation des profits des entreprises du CAC 40. Certaines ont même vu leurs profits augmenter de plus de 40 %, je pense à Hermès notamment. Pas ou peu d'investissements dans la recherche en dehors des effets d'optimisation fiscale du crédit impôt recherche, et une baisse de la compétitivité continue depuis dix ans.

Pourtant, mes camarades, l'économie a besoin d'un cadre, d'un fonctionnement clair pour préserver l'intérêt général. Même les marchés financiers ont besoin d'ordre public, de principes impératifs, pour éviter à nouveau une crise financière systémique. Le pacte pour la compétitivité donne un cap et offre un cadre partenarial, oui j'ai bien dit un cadre partenarial, car les entreprises bénéficieront d'un crédit d'impôt d'autant plus important qu'elles auront augmenté leurs embauches. Elle est là l'incitation. Ce faisant, que fait le gouvernement ? Il soutient l'emploi, notre priorité, et la croissance.

De la même manière, l'État protège l'économie réelle en annonçant une grande réforme bancaire pour protéger les dépôts des particuliers contre les opérations spéculatives dangereuses. C'est cela le socialisme du XXI^e siècle, c'est celui qui ose assumer le retour de l'État dans l'économie sans mettre en péril l'incitation à investir et la liberté d'entreprendre. Mais c'est aussi un socialisme exigeant, avec une puissance publique qui s'appuie sur une relation donnant-donnant avec les entreprises et les partenaires sociaux. Bref, un État qui rassure, qui crée la confiance des acteurs économiques en France mais aussi en Europe.

Mes chers camarades, l'heure est à la mobilisation. Tous ensemble, réunis au sein du Parti socialiste, de ce parti que nous voulons voir évoluer, nous jetterons toutes nos forces, dans cette période difficile pour construire une nouvelle donne politique et remporter à nouveau, en 2017, la bataille par les urnes. »



Pascal Cherki

« Mes chers camarades, le moment viendra des discussions de fond plus approfondies. L'objectif de ce Conseil national, c'est d'élire le Bureau national et de ratifier le Secrétariat national qui nous sera proposé par le Premier secrétaire.

Un mot tout de même d'actualité par rapport à ce que doit être, à notre sens, le rôle du Parti socialiste dans une période extrêmement compliquée qui a commencé depuis l'élection de François Hollande. Moi, j'entends beaucoup dire : "Est-ce que

François Hollande a fait un tournant social-libéral ? Est-ce que, finalement, il a révélé ce qu'il voulait faire depuis des années ?" Alors on remonte jusqu'à la biographie de François Hollande, ses amitiés deloristes, etc.

Moi, je pense qu'il ne faut pas rentrer dans ces débats-là et ces caractérisations, et considérer, politiquement, le contexte dans lequel se trouve le gouvernement. Nous sommes dans une situation économique extrêmement difficile pas simplement en raison de la facture, de l'addition que nous a laissée la droite, mais avec le fait que nous sommes confrontés à une attaque en règle des marchés, du patronat, en France et en Europe, qui ne veut pas qu'une ligne alternative émerge à celle qui gouverne l'Europe depuis 20 ans. Et dans cette affaire-là, si la gauche n'est pas très forte, et je vais y revenir sur deux questions, elle pliera, elle cèdera comme à chaque fois elle a cédé.

Alors elle ne cèdera pas de la même manière que les libéraux, en attaquant les prestations sociales, comme ça s'est fait au Portugal par exemple, en coupant dans les salaires des fonctionnaires, en portant la retraite à 67 ans, comme ça s'est fait dans d'autres pays. Elle reculera en essayant de reconstituer des positions de moindre mal, en montrant finalement que cette gestion de la rigueur, du libéralisme, peut se faire à visage humain, mais dans les faits, nous reculerons, et reculera avec ça l'espoir qu'une autre politique est possible, et donc de plus en plus de gens se tourneront, d'aucuns vers l'abstention, d'autres vers l'extrême droite.

Et donc, la responsabilité du Parti socialiste, dans cette période, c'est bien évidemment d'être fidèle, derrière le gouvernement, de le défendre, de le protéger, mais aussi de redonner les marges de manœuvre politiques qui peuvent permettre au gouvernement d'éviter d'accumuler une succession de compromis qui pourraient à force apparaître comme des reculs.

L'affaire des pigeons a été très mal vécue. Le gouvernement a dû, dans l'urgence, à un moment donné, bricoler quelque chose par rapport à une attaque en masse, en règle. Nous étions dans une période transitoire, mais nous aurions eu besoin, et nous aurons besoin, à l'avenir, d'un parti fort. Si le parti avait été offensif, mobilisé, combatif, peut-être le gouvernement aurait-il agi autrement.

Idem sur la question du pacte de compétitivité. Je rejoins ce que dit Guillaume, et on voit que le parti a son rôle à jouer pour éviter qu'à la fin, dans une idée qui consiste à redresser l'appareil productif, on ne se retrouve pas à faire des chèques aux actionnaires du CAC 40. Donc le débat sur la conditionnalité sera essentiel, et le parti et le groupe à l'Assemblée doivent peser, non pas par rapport au gouvernement, mais pour aider le gouvernement dans ce qui apparaît quand même comme un bras de fer, non pas par rapport aux petites et moyennes entreprises, mais par rapport à la FED, par rapport au Medef, par rapport à celles et ceux qui font 70 milliards d'euros de profits, 40 milliards de versements de dividendes, et qui n'investissent plus en

France parce qu'ils ne s'intéressent plus au développement du tissu industriel dans notre pays.

Deuxième question : dans ce cadre-là, la responsabilité du Parti socialiste, c'est de travailler à l'unité de son camp. Ce n'est pas facile, ce n'est pas facile parce que nous voyons bien qu'il y a des débats à avoir à nouveau avec le Parti communiste, la relation avec les Verts est une relation nouvelle, c'est une relation jeune qui nécessite, à un moment donné, de la stabilité et à construire dans la durée ; et on voit bien qu'elle va passer par des phases de tension, parce que c'est aussi une expérience pour les Verts d'être au gouvernement, à tous points de vue pour eux.

Donc ce sont des choses que ne peut pas faire le gouvernement, parce que lui, il a la responsabilité de gérer le pays. Par contre, la politique, c'est le rôle des partis. Le gouvernement en fait, mais c'est le rôle des partis. Et là, le Parti socialiste doit reprendre l'initiative du dialogue et du rassemblement de la gauche, parce que si nous ne le faisons pas, le débat va se déliter à gauche, et vous allez voir d'autres forces qui vont frapper à la porte, comme Bayrou, et puis comme Borloo demain, qui vont proposer leur offre de services. Pourquoi ? Parce que ces forces-là, leur intérêt, c'est que le Parti socialiste soit de moins en moins socialiste, c'est que le gouvernement de gauche soit de moins en moins de gauche, et d'essayer d'amener cette expérience singulière de la France d'avoir un gouvernement rassemblé de gauche, une gauche rassemblée, de l'emmener vers ce qu'on a connu en Europe, des espèces de coalitions de centre mou, comme en Italie. Et dans ce processus-là, les socialistes y mettent le doigt, la gauche y laisse le bras. Donc c'est ça notre responsabilité, c'est ce moment dans lequel nous sommes, et qui nécessite, pour que nous puissions nous conduire ensemble, au-delà de nos différences, que nous débattions.

Et moi, si j'ai une suggestion à faire, et j'en terminerai, c'est la manière dont nous construirons nos conventions. Nous avons trois conventions : une sur l'Europe, bien sûr, c'est un débat qu'il faut avoir entre nous, cette question n'est pas terminée, nous l'avons vu à l'Assemblée, mais il faut en sortir par le haut, y compris en prenant en compte la nécessité d'accompagner le rapport de forces pour faire bouger l'Europe.

Le débat sur le modèle de société, la question sociale, il faut que nous y associons les syndicats, mais aussi le reste de la gauche, à commencer par les communistes, qui ont des questions à nous poser là-dessus. Et sur la question de la transition énergétique, il faut que nous discutons aussi avec les écologistes, non pas pour que nous prônions le programme des écologistes, mais pour que nous travaillions ensemble.

Et je pense que dans ce cadre-là, le Parti socialiste, force centrale de la gauche, force pivot de la gauche, en travaillant au rassemblement de son camp, en remettant son camp en dynamique et en donnant au gouvernement des marges de manœuvre, lui permettra de ne pas être dans une posture où il doit alterner les phases offensives, comme il l'a fait notamment sur toutes les mesures de redressement et toutes les mesures de justice fiscale, et notamment dans ce budget-là. Deuxième élément, où l'on est obligé de composer, voire parfois de donner le sentiment de reculer sous la pression du patronat et des marchés financiers. »



Colombe Brossel

Il y a quelques mois, quelques semaines, j'étais venue à cette même tribune défendre une contribution dans laquelle je rappelais l'importance pour notre parti de défendre et de préserver sa liberté de parole, de défendre l'importance que nous continuions à être un parti en mouvement, un parti innovant, ce parti qui nous a permis de réussir les Primaires citoyennes, ce parti qui nous a permis d'ouvrir les portes et les fenêtres il y a peu de temps de cela avec les adhésions à 20 euros, ce qui nous a permis de lancer les prémices d'une campagne participative en 2007.

Cette liberté, notre liberté, nous devons en user pour mettre en mouvement la société autour de grands débats. Harlem nous a invités, au congrès de Toulouse, à ce que chaque question de société soit une question débattue par le Parti socialiste. Alors oui, il nous faut redonner, et il nous faut donner aux militants du Parti socialiste ce pouvoir permanent de débattre et d'imaginer le futur, car les militants du Parti socialiste sont et seront la première force du changement dans notre pays.

Nous allons renouer avec les grandes conventions nationales et la consultation des militants, nous venons d'en parler longuement, parce que c'est ce qui nous permet à chaque fois d'entendre d'autres voix, de renouveler notre logiciel idéologique, de mettre notre parti en phase avec les enjeux de notre temps, et en un mot, d'inscrire la victoire de la gauche dans la durée. Mais au-delà de nous-mêmes, c'est bien en lien avec les Français que nous devons imaginer l'avenir, les réformes, les projets encore à inventer, encore à imaginer, encore à construire. C'est bien en résonance avec l'ensemble de ceux qui se mobilisent, mais également de ceux que l'on n'entend pas ou que l'on n'écoute jamais, que nous devons avancer.

« Que n'avons-nous entendu sur ce congrès du Parti socialiste qui ne devait servir à rien. Oui, notre congrès, il a montré à nous-mêmes et au pays que nous sommes un parti bien vivant et que nous sommes plus que jamais mobilisés aux côtés du gouvernement pour faire du mandat de François Hollande un mandat réussi pour les Français.

Il y a quelques mois, quelques semaines, j'étais venue à cette même tribune défendre une

C'est notre rôle à nous, militants du Parti socialiste, d'être le moteur du changement de la société, mais seuls, nous ne pourrions pas tout. Alors c'est bien avec les Français, à leurs côtés, que nous pourrions réellement transformer notre société gangrenée par les effets ravageurs d'une crise politique, sociale, économique sans précédent. Nous avons l'habitude, classiquement, au Parti socialiste, d'alterner des phases de débats et de réflexions tournées sur nous-mêmes, et des grandes phases de moments militants tournées vers les Français, notamment au moment des élections.

Chers camarades, nous devons dès demain nous mettre en ordre de marche pour être en permanence tournés vers les Français. Je n'ai qu'un mot pour résumer cela, chers camarades : ressortez vos baskets de vos placards, il est temps que nous recommencions à faire du porte-à-porte.

Mais si nous voulons réussir ce changement, nous devons continuer à changer nous-mêmes. Oui, le Parti socialiste peut mieux faire pour être représentatif de l'ensemble de la société française, que ce soit d'un point de vue territorial, géographique ou social. Oui, le Parti socialiste peut se doter d'instances totalement paritaires, merci à Harlem de nous démontrer dans quelques minutes que c'est possible, et qu'en la matière, seule la volonté politique compte.

Oui, le Parti socialiste peut porter haut et fort la revendication que les partis politiques ne respectant pas la parité se voient privés de financements publics. Le Parti socialiste peut être le fer de lance de la limitation du cumul des mandats. Il y a deux façons d'envisager la rénovation. La première, elle est cosmétique et elle sert souvent à camoufler des ambitions nouvelles. La seconde, et c'est celle qui nous a animés lorsque nous avons inventé puis fait vivre les Primaires citoyennes, c'est de considérer que la rénovation de notre parti, de nos pratiques, c'est un levier fondamental de transformation de la société et du rapport des Français à la politique. C'est ça que nous voulons.

Notre force et notre richesse, ce sont les militants, ce sont les sections, ce sont les fédérations du Parti socialiste. En nous appuyant sur eux, alors oui, j'en suis sûre, nous aurons les meilleurs vecteurs de la rénovation. Ce mouvement n'est pas près de s'arrêter car c'est celui qui nous permettra d'inventer et de construire l'aventure d'une gauche de transformation sociale inscrite dans la durée pour que le changement, il soit certes maintenant mais aussi demain. »





Jérôme Guedj

« Mes chers camarades, le congrès est fini, mais tout commence. C'était somme toute un beau congrès. Nous sommes heureux d'avoir contribué à l'animer, avec les différentes motions et avec la candidature d'Emmanuel Maurel. Nous avons d'ailleurs fait, à cette occasion, la démonstration que l'unité, ce n'est pas l'unanimité. Il serait bon d'ailleurs, il eût été bon qu'on se le dise pour acquis pour la suite de notre vie commune, car nous savons bien tous que nous avons un patrimoine commun, au

début de cette séquence nouvelle, après le temps de l'entre-deux, nous avons tous en commun ce que disait avec force au début du congrès et Jean-Marc Ayrault et Martine Aubry, à savoir que notre parti ne peut, ne doit pas être un parti godillot.

Et pour cela, commençons par assumer le débat en notre sein, n'ayons pas peur de nos divergences ni de leur expression, c'est au contraire une force, car pour mieux soutenir le gouvernement, mais aussi pour l'alimenter en propositions, pour garder un temps d'avance sur l'action gouvernementale, et surtout garder le contact avec le mouvement social, avec la société mobilisée, avec les intellectuels, avec les penseurs, autant de choses que nous avons su faire avec Martine Aubry, il nous faut mener le débat en notre sein.

Ne pas être un parti godillot, être autonome, c'est aussi savoir conserver, par rapport au gouvernement, au minimum une capacité d'étonnement, si possible une capacité de questionnement, et idéalement une capacité d'amendement, surtout quand les lignes bougent. Et d'une certaine manière, cher Harlem, ce qui se passe en ce moment, c'est un peu ton baptême du feu, ton épreuve initiatique, résoudre cette équation : que fait le Parti socialiste face à des propositions qu'on va qualifier de stimulantes du gouvernement ?

Officiellement, à Toulouse, cinq motions étaient en lice. Pourtant, c'est manifestement une sixième motion qui l'a emporté, non soumise au vote des militants, c'eût été intéressant, motion dont le premier signataire s'appelle Louis Gallois. Car la ligne politique de ce rapport et des suites qui lui ont été données marquent une inflexion, doux euphémisme. Inflexion bien sûr par rapport au projet adopté par les socialistes à l'unanimité le 29 mai 2011. Inflexion par rapport à la campagne menée par les socialistes pour François Hollande, je pense notamment à son discours du Bourget. Et inflexion même par rapport au texte de la motion 1, où le mot et le concept de coût du travail n'apparaissaient à aucun moment.



Valérie Rabaud

« Mes chers camarades, je voudrais revenir sur quelques chiffres qui ont été publiés il y a deux jours maintenant. Ce sont les chiffres de la croissance du troisième trimestre. Pour la première fois cette année, notre richesse nationale se remet à croître légèrement. On ne va pas se mentir : légèrement.

Je crois que c'est un signe encourageant, et c'est un signe qui ne doit rien au hasard. La création de notre richesse dans le pays repose évidemment sur plusieurs

Emmanuel a formulé une proposition : que le Parti socialiste, en prenant acte de la ligne nouvelle proposée par le gouvernement, s'en empare et travaille notamment aux contreparties et aux prolongements qui pourraient être apportés.

Sur cette question de ce travail du Parti socialiste, nous avons toujours affiché notre disponibilité. Le rassemblement n'a pas été possible, Emmanuel l'a évoqué, dans la direction nous le regrettons, mais je n'y reviens pas, parce que le plus important, c'est que nous sommes toujours tous ensemble disponibles pour le rassemblement dans l'action, dans l'action du Parti socialiste. Pendant le congrès nous avons formulé trois propositions de campagne dont il me semble encore plus nécessaire aujourd'hui de les mettre en œuvre. La question sociale, et notamment la question salariale, demeure au cœur des préoccupations de nos concitoyens. François Hollande avait avec force affirmé la nécessité de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes car 27 % d'écart de salaire entre les femmes et les hommes, cela demeure insupportable. Nous devons ensemble préparer ce sur quoi le gouvernement travaillera demain, à savoir la manière dont nous allons contraindre, d'abord par la négociation, et demain par la loi, je l'espère, les entreprises à corriger ces inégalités de salaires. Une grande campagne sur ce sujet doit être menée par le Parti socialiste.

De la même manière, nos concitoyens demeurent préoccupés, notamment les salariés. On les avait accueillis à la tribune de Toulouse, le cas des Sanofi, ces licenciements dans des entreprises qui connaissent des profits, qui versent des dividendes, qui sont rentables et qui préfèrent rémunérer leurs actionnaires. Nous devons, nous, au Parti socialiste, nourrir la réflexion et les propositions du gouvernement pour dissuader, éviter, sanctionner, punir ce que nous devons appeler les licenciements boursiers dans ce type d'entreprises.

Enfin, troisième grande campagne que nous vous proposons, elle est encore plus dans l'actualité. Pas plus tard que mercredi midi, la porte-parole du gouvernement a appelé à la mobilisation de tous pour réussir le droit de vote des étrangers aux élections locales. Il faut que le Parti socialiste se bouge, il faut qu'il soit en première ligne, il faut que la pétition lancée par Jean-Christophe Cambadélis devienne demain la pétition du Parti socialiste. Il faut que chacune des sections, chacun des maires socialistes fasse le travail de persuasion, de pédagogie, pour que le rapport de force face à la droite, pour que l'hégémonie culturelle soit du côté de la gauche et pas du côté de la droite sur ce terrain-là. C'est comme ça que nous irons à la conquête de cette grande avancée, c'est comme ça aussi et surtout que nous affirmerons la présence de la gauche et du Parti socialiste pour questionner, pour s'étonner, et surtout parfois pour amender et aller dans le sens du progrès.»

choses, entre autres sur la consommation de nos concitoyens, sur notre commerce extérieur, sur notre capacité à créer. Et ce qui a joué au troisième trimestre, c'est précisément le fait que nos concitoyens, les ménages français de notre pays, se sont remis à reconsumer un petit peu, un peu plus qu'avant.

Ce qui a joué aussi, ce sont les commandes que nous avons eues dans l'aéronautique, qui ont tiré vers le haut notre commerce extérieur. Pour la consommation, je crois qu'il faut y voir bien sûr le résultat de la politique du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Cette politique qui, dès son installation, a augmenté de 25 % l'allocation de rentrée scolaire, qui a donné un coup de pouce au Smic, et qui est en train de lancer aujourd'hui les emplois d'avenir.

Pour l'aéronautique, l'industrie aéronautique de notre pays, C'est bien sûr l'excellence d'Airbus, Monsieur le maire de Toulouse,

et l'ensemble des entreprises aéronautiques qui sont à l'œuvre, ses sous-traitants. Cette excellence dont nous recueillons les fruits aujourd'hui ne doit, elle non plus, rien au hasard. Nous sommes en train de recueillir les fruits d'investissements qui ont été lancés, d'investissements publics, européens, qui ont été lancés il y a déjà une vingtaine d'années. Et c'est le fruit de cette Europe stratège que nous recueillons aujourd'hui, une Europe industrielle, une Europe que François Mitterrand et Jacques Delors ont propulsée en leur temps.

Alors s'il fallait résumer ces chiffres à deux facettes, il y a bien sûr la marque de ce gouvernement pour le pouvoir d'achat, et les fruits d'investissements faits il y a 25 ans.

C'est donc pour nous une double leçon, ces chiffres d'il y a quelques jours. Il nous faut agir sans cesse pour maintenir le pouvoir d'achat, et en même temps réparer et reconstruire cette France industrielle. C'est une obligation absolue, car on ne va pas se mentir entre nous, mes chers camarades, ce matin, si ces chiffres sont encourageants, ils ne sauraient effacer la progression du chômage que nous avons enregistrée encore au troisième trimestre.

On n'efface pas en cinq mois de gouvernement Ayrault, dix ans de politique de droite qui ont privilégié la rente à l'investissement, et à l'investissement créatif et producteur. C'est donc cette nouvelle étape qu'il nous faut porter au cours des mois qui s'ouvrent.

Nous le ferons collectivement, le gouvernement le fera, les parlementaires soutiendront le gouvernement, et le Parti socialiste doit être le fer de lance pour cette reconquête collective. Il faudra nous serrer les coudes, il faudra apporter notre pierre au débat, notre contribution, nos idées, mais en tout cas, il faut que cette ligne, ce cap, soit le nôtre pour les prochains mois. Une première étape a déjà été lancée avec le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, et je voudrais ici en dire quelques mots. D'abord, ce pacte, c'est celui de l'urgence pour les PME et les TPE qui dans notre pays sont celles qui créent des emplois.

Je ne vais pas revenir sur les 35 dispositions, mais je voudrais juste vous en donner quelques unes. Vous le savez, beaucoup de nos

PME souffrent de difficultés de trésorerie, bien souvent parce que leurs clients les paient à 50, 60, 70 jours, alors qu'elles-mêmes, elles doivent payer et acheter leurs marchandises comptant. Le pacte qui nous est proposé propose une garantie avec la Banque publique d'investissement de 500 millions d'euros pour faire face aux besoins de trésorerie. Cette garantie sera mobilisée, mes chers camarades, dès le 1er janvier 2013, pour que les PME et les TPE puissent ne pas flancher à cause de questions de trésorerie. Il faudra aussi que nos administrations, qui parfois règlent tardivement leurs factures, réduisent aussi les délais légaux de paiement qui aujourd'hui sont dépassés dans 60 % des cas. Ce pacte, c'est aussi celui de l'innovation, avec le retour d'exonération aussi pour les jeunes entreprises innovantes, avec la volonté clairement affichée d'améliorer les passerelles entre la recherche publique et les entreprises. Ce pacte, c'est aussi celui de l'export : 1 000 PME et TPE bénéficieront d'un accompagnement personnalisé à l'international, et on verra aussi le quota de VIE augmenter.

Ce pacte, mes chers camarades, je crois que c'est le respect aussi des travailleurs et des créateurs. Ceci se traduira avec une démarche où deux représentants des salariés seront nommés dans les conseils d'administration et de surveillance, et la force du dialogue social, celle qui fonctionne dans d'autres pays, moins chez nous, cette force du dialogue social, que le patronat français ne veut pas entendre, est clairement un vecteur de création de richesses pour notre pays.

Enfin, mes chers camarades, ce pacte, c'est aussi un made in France, un produire sur notre territoire, innover sur notre territoire, former sur notre territoire.

Ces 35 propositions clés que nous aurons l'occasion de décliner, que nous aurons l'occasion de porter, c'est pour construire une France qui rayonne dans le monde, qui est capable d'attirer des talents, qui est capable de vendre à l'extérieur, qui est capable d'améliorer son commerce international.

Je crois que si je me permets d'insister là-dessus c'est que cela n'a jamais été fait à cette échelle dans notre pays. C'est un magnifique pari sur l'avenir, et je crois que c'est à nous de le porter maintenant.»





Anne Hidalgo

« Chers camarades, cher Harlem, c'est un plaisir que de venir devant ce Conseil national qui clôt un congrès, le congrès de Toulouse. Merci au maire de Toulouse, Pierre Cohen d'être ici bien sûr aussi. Je voudrais dire surtout que la grande leçon que nous pouvons tirer aujourd'hui, c'est que nous sommes en état de marche, en ordre de marche. Nous sommes rassemblés, et quand on voit effectivement ce qui se passe à l'UMP, ce qu'ils se disent par presse interposée, je pense qu'aujourd'hui,

ici, c'est le signe du rassemblement autour d'Harlem Désir et de l'équipe qu'il va nous présenter, qui est sans doute le message politique principal de ce congrès de Toulouse et de ce Conseil national.

Je voudrais dire aussi que la situation, bien sûr, et cela a été dit par beaucoup d'intervenants avant moi, nous le savons, est extrêmement difficile. La réalité est puissante. Et face à la puissance de cette réalité, nous devons être rassemblés, nous devons agir, nous devons aider le gouvernement dans son action, nous devons jouer notre rôle, notre rôle dans le dialogue, dans la mise en mouvement, dans la proposition aussi d'idées nouvelles, pour sortir de la puissance négative, parfois, de cette réalité, et transformer, comme nous le souhaitons, la société.

Être aux côtés du gouvernement, en tant que Parti socialiste, pour mener la bataille des batailles, c'est la bataille de l'emploi. C'est en redonnant confiance à nos concitoyens, en retrouvant le chemin de la création de l'emploi, le chemin de la diminution du chômage, que nous redonnerons confiance à nos concitoyens et à la société tout entière.

Et nous le savons, cela passe par les outils qui ont été mis en place, les outils de la politique de l'emploi, mais aussi les outils du redressement productif et du soutien à l'activité économique et à l'investissement.

Cher Michel Destot, nous qui sommes dans les grandes villes et qui investissons beaucoup, nous savons combien aussi l'investissement public de nos collectivités a un rôle important à jouer dans le redressement de la France.

Mais le redressement de la France, c'est aussi revenir sur cette crise morale qui mine la société. Les propositions qui sont celles du président de la République, qui ont été celles de notre campagne, présidentielle et législative, qui sont les grandes propositions de réformes de société, sont là aussi pour lutter contre cette crise morale.

Je voudrais, là aussi, que nous, Parti socialiste, avec Harlem Désir, avec une direction qui va être rajeunie, qui sera représentative de ce qu'est la société française, nous portions haut et fort ces grandes réformes. Nous n'avons pas à en rougir.

Aujourd'hui, il y a une mobilisation de l'UMP contre le mariage pour tous. Nous, nous continuons notre mobilisation pour le mariage pour tous, pour l'adoption, et je vais même plus loin, et je sais que nous sommes nombreux à le partager, l'égalité de toutes et de tous, c'est aussi la procréation médicale assistée pour les couples de femmes lesbiennes.

Dans les grandes réformes de société, mes chers amis, cela a été dit avant moi, le droit de vote des étrangers, et j'ai bien entendu le message de François Hollande. Bien sûr que c'est difficile, mais nous devons jouer notre rôle, oui Jérôme, tu l'as dit tout à l'heure,

nous devons, nous, en tant que Parti socialiste, nous devons, nous les élus, aller convaincre pour que cette grande idée de la gauche, cette grande idée que nous portons depuis si longtemps ne se heurte pas une fois de plus au mur des conservatismes, et finalement du fonctionnement de nos institutions. Pour cela, nous devons convaincre, allons-y, et je sais que le Parti socialiste, avec toi Harlem, y sera prêt.

Et puis il y a d'autres grandes réformes. Je ne vais pas toutes les citer, mais tout de même, la réforme du droit à mourir dans la dignité, celle-là, quand même, 90 % des Français nous soutiennent. Je crois que là aussi, notre parti a son rôle à jouer. Et puis mes chers camarades, au-delà de ce soutien, de ce travail, de ce dialogue permanent avec la société, avec les associations, avec le monde syndical, oui, nous devons continuer aussi et préparer des échéances à venir. Je sais qu'elles sont quand même dans beaucoup de têtes, en tout les cas elles sont dans la mienne, et il est clair que nous devons aussi préparer les élections intermédiaires, celles des municipales, celles des européennes et celles des régionales.

Je reprendrai ce qu'a dit tout à l'heure Pascal Cherké, je pense que sans rassemblement de toute la gauche autour de nous, nous ne pouvons pas convaincre et l'emporter, dans un contexte qui en plus est un contexte difficile. Donc oui, nous devons être, parce que nous sommes le pôle de stabilité, nous sommes le pôle autour duquel doivent se faire les alliances et le travail avec nos partenaires, nous devons être à l'origine du dialogue que nous entretenons avec ceux qui gouvernent avec nous au niveau national, mais nous devons aussi être dans le dialogue, le partenariat et la construction avec ceux qui ne dialoguent et qui ne participent avec nous qu'au niveau local.

Je pense que nous ne devons pas choisir entre nos partenaires, nous devons travailler avec nos partenaires pour que le rassemblement dans le cadre des échéances intermédiaires qui arrivent et qui seront regardées aussi à l'aune de la situation nationale, qui auront un impact considérable sur la façon dont on nous jugera au niveau national, nous devons y travailler, là aussi, dès maintenant.

Pour conclure, mes chers camarades, je voudrais vous dire que moi, j'ai vraiment une grande confiance dans cette équipe qui arrive aujourd'hui aux responsabilités au Parti socialiste. Je voudrais féliciter Harlem, féliciter toutes celles et ceux qui ont pris part à ce rassemblement. Je me réjouis qu'il y ait une génération, je suis de la même génération qu'Harlem, qu'Arnaud, David et beaucoup d'autres, que cette génération, qui n'avait pas connu la responsabilité nationale, le pouvoir national, nous étions dans la conquête, qui a pu connaître d'autres responsabilités dans les pouvoirs locaux, soit aujourd'hui en capacité de dire : *"Nous avons une responsabilité, nous avons la responsabilité d'assurer aussi une forme de pérennité."*

La durabilité d'un gouvernement de gauche, mes chers camarades, je crois que nous la portons, nous l'avons entre nos mains, et je me réjouis que cette équipe, que cette génération, que les autres générations, notamment cette génération-là, se dise qu'elle doit aussi tendre la main à ceux qui viennent derrière, à ceux qui vont continuer à bousculer, avec leurs idées, avec leurs propositions, faire en sorte que nous soyons toujours ce parti qui ne se notabilise pas, ce parti qui accepte d'ouvrir les portes et les fenêtres, de ne pas être uniquement dans une approche de parti d'appareil, mais bien dans son dialogue avec la société.

Cette responsabilité, toutes les générations qui ont contribué à faire du Parti socialiste ce grand parti qu'il est aujourd'hui, je sais qu'elles sont là réunies, et que nous allons réussir autour de toi cher Harlem. »

Le Bureau national

Harlem Désir

Patrick Ardoin

Tania Assouline

Martine Aubry

Guillaume Bachelay

Guillaume Balas

Nicolas Bays

Karine Berger

Marie Bidaud

Patrick Bloche

Christophe Borgel

Émeric Bréhier

Jean-Christophe Cambadélis

Pascal Cherki

Kamel Chibli

Francis Chouat

Marie-Pierre de La Gontrie

Laurianne Deniaud

Julien Dray

Myriam El Khomri

Frédérique Espagnac

Olivier Faure

Anne Ferreira

Gérard Filoche

Alain Fontanel

Jean-Marc Germain

Estelle Grelier

Benjamin Griveaux

Jérôme Guedj

Elisabeth Guy-Dubois

Adeline Hazan

Anne Hidalgo

Véronique Lacoste

Benoîte Lardy

Pierre Larrouturou

Bruno Le Roux

Liêm Hoang-Ngoc

Marie-Noëlle Lienemann

Marianne Louis

Frédéric Luteau

Marc Mancel

Marie Martin

Emmanuel Maurel

Juliette Méadel

Patrick Mennucci

Christine Nivou

Benoît-Joseph Onambélé

Mireille Peirano

Nadia Pellefigue

Christine Priotto

Valérie Rabault

François Rebsamen

Claude Roiron

Clotilde Valter

Fatima Yadani

Le Secrétariat national



Guillaume Bachelay
Secrétaire national
à la coordination



Alain Fontanel
Conseiller politique et
Secrétaire national
aux fédérations



Frédérique Espagnac
Porte-parole



David Assouline
Porte-parole



Pouria Amirshahi
Secrétaire national aux
transitions démocratiques
et à la francophonie



Florence Augier
Secrétaire nationale
à l'économie sociale
et solidaire



Karine Berger
Secrétaire nationale
à l'économie



Christophe Borgel
Secrétaire national
aux élections



Didier Boulaud
Secrétaire national
à la défense



Brigitte Bourguignon
Secrétaire nationale
aux sports



Malek Boutih
Secrétaire national
à l'Université
populaire permanente



Émeric Bréhier
Secrétaire national
à l'éducation



Colombe Brossel
Secrétaire nationale
à la rénovation -
Co-présidente
du Conseil national



Charlotte Brun
Secrétaire nationale à
la petite enfance, aux
personnes âgées
et au handicap



Philippe Buisson
Secrétaire national
aux médias



Monique Bultel-Herment
Secrétaire nationale
au PS numérique



**Jean-Christophe
Cambadélis**
Secrétaire national à
l'Europe et à l'international



Luc Carvounas
Secrétaire national aux
relations extérieures



Marc Coatanéa
Secrétaire national aux
questions de société



Carlos Da Silva
Secrétaire national à
la mobilisation et aux
campagnes du parti



Marie-Pierre de la Gontrie
Secrétaire nationale
aux libertés publiques
et à la justice



Jean-François Debat
Secrétaire national -
Trésorier



Carole Delga
Secrétaire nationale
au logement et à l'égalité
des territoires



Stéphane Delpéyat
Secrétaire national
à la recherche



Elsa Di Méo
Secrétaire nationale
aux adhésions



Olivier Faure
Secrétaire national
à la communication



Matthias Fekl
Secrétaire national à la
réforme et la modernisation
de l'État



Hélène Geoffroy
Secrétaire nationale à la
lutte contre l'exclusion



Pascale Gérard
Secrétaire nationale à la
formation professionnelle
et à l'apprentissage



Jean-Marc Germain
Secrétaire national au travail
et à l'emploi



Laurent Grandguillaume
Secrétaire national
à l'organisation



Estelle Grelier
Secrétaire nationale aux
politiques européennes



Adeline Hazan
Secrétaire nationale
aux droits des femmes



Frédéric Hocquart
Secrétaire national
à la culture



Cécile Jonathan
Secrétaire nationale
à la famille



David Lebon
Secrétaire national
aux Outremer



Axelle Lemaire
Secrétaire nationale
aux droits de l'homme



Annick Lepetit
Secrétaire nationale
aux Transports



Delphine Mayrargue
Secrétaire nationale
à la Formation



Sandrine Mazetier
Secrétaire nationale
à l'immigration



Juliette Méadel
Secrétaire nationale
à l'Industrie



Françoise Mégnard
Secrétaire nationale
à la vie associative



Corinne Narassiguin
Secrétaire nationale aux
Français de l'étranger



Mehdi Ouraoui
Secrétaire national
à la laïcité



Gilles Pargneaux
Secrétaire national
à la coopération Nord-Sud



Germinal Peiro
Secrétaire national à
la ruralité, la mer et
l'agriculture



Martine Pinville
Secrétaire nationale
à la santé



Sarah Proust
Secrétaire nationale
à la riposte



Valérie Rabault
Secrétaire nationale
aux Universités d'été



Eduardo Rihan-Cypel
Secrétaire national
à l'énergie



Sylvie Robert
Secrétaire nationale
à la politique de la ville



Laurence Rossignol
Secrétaire nationale
à l'environnement
et au développement durable



Bernard Soulage
Secrétaire national à
l'enseignement supérieur



Pascal Terrasse
Secrétaire national
à la protection sociale



Isabelle Thomas
Secrétaire national
à la pêche et à la protection
du littoral



Clotilde Valter
Secrétaire nationale
à la sécurité



Ségolène Royal
Vice-présidente de
l'Internationale socialiste



Adeline Hazan
Conseillère auprès
du Premier secrétaire
en charge de la parité



Jean-Louis Bianco
Conseiller auprès
du Premier secrétaire
pour l'Europe



Alain Bergounioux
Conseiller auprès du
premier secrétaire aux
relations avec les revues et
les fondations



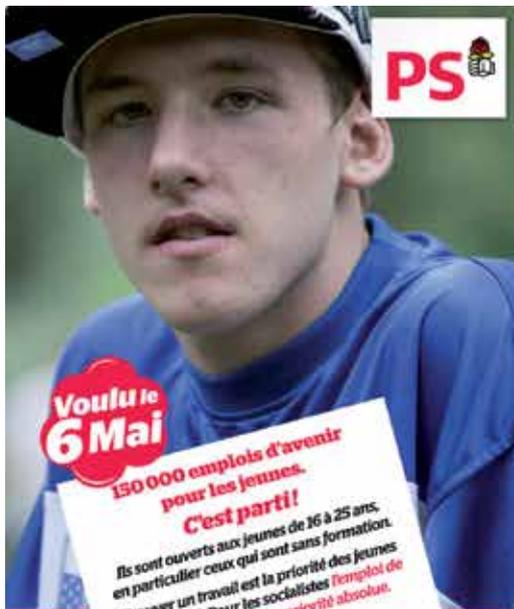
Christian Paul
Président du Lab

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



PS 

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS 

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS 

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



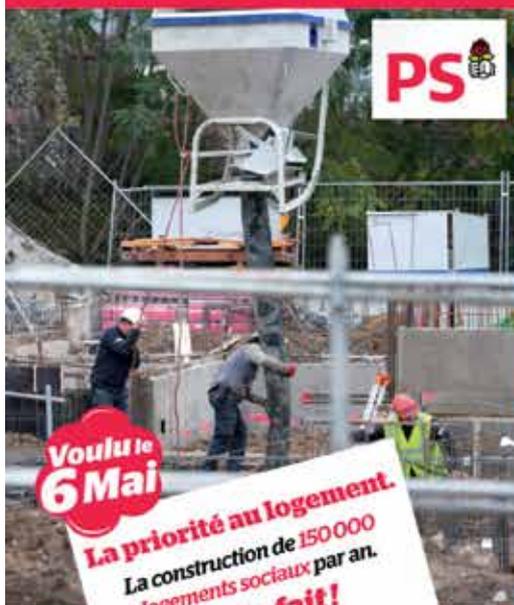
PS 

Voulu le 6 Mai

La priorité à l'Éducation Nationale.

• Dès 2012, la refondation de l'école de la République avec le recrutement et la formation d'enseignants.

On le fait!



PS 

Voulu le 6 Mai

La priorité au logement. La construction de 150 000 logements sociaux par an. On le fait!



Voulu le 6 Mai

La Banque Publique d'Investissement pour soutenir les PME et l'emploi. On le fait!



PS 

Voulu le 6 Mai

Le droit au mariage pour tous. Oui